



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 23 SEPTEMBRE 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 23RD, 1939

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (Mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

3907—35-9-0

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisement received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

3908—35-9-0

Lettres Patentes

"Siegmond Werner Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'août 1939, constituant en corporation: Solomon Gottfried, marchand, Norman Genser, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Bertha Greenfield, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, construire, assembler, acheter, vendre, distribuer, annoncer, produire, importer, exporter et faire le commerce, soit comme mandant, agent, en gros ou en détail, des skis, attelages de skis, bâtons de skis, et tous autres articles susceptibles d'être utilisés dans la fabrication, entretien et opération des skis et accessoires de toutes sortes, nature et description pour le ski; et toutes sortes d'articles de sport;

2. Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, distributeurs de marchandises de toute sortes et description se rapportant à la fabrication de skis, accessoires de ski et articles de sport, et comme grossistes, détaillants, agents et négociants dans la distribution de toutes et d'aucune desdites marchandises;

3. Employer des experts pour faire enquête et examiner les conditions, perspectives, la valeur, la nature et les circonstances de toutes maisons d'affaires et entreprises et généralement de tous biens, propriétés ou droits;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compa-

Letters Patent

"Siegmond Werner Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-third day of August, 1939, incorporating: Solomon Gottfried, merchant, Norman Genser, advocate, both of the city of Montreal, Bertha Greenfield, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To manufacture, construct, assemble, buy, sell, distribute, advertise, produce, import, export and deal in, either as principal, agent, wholesale or retail, skis, ski bindings, ski poles and all other articles capable of being used in the manufacture, maintenance and operation of skis and ski equipment of every kind, nature and description whatsoever, and all kinds of sporting goods;

2. To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, distributors of merchandise of every kind and description dealing with the manufacture of skis and ski equipment, and sporting goods, and as wholesalers, retailers, agents and dealers in the distribution of all and any such merchandise;

3. To employ experts to investigate and examine into the condition, prospects, value, character and circumstances of any business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and

gnie, et émettre des actions acquittées ou obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

5. Prendre part à l'administration, surveillance et contrôle du commerce ou opérations de toute entreprise, dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et à cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

6. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant tout commerce dont aucune des spécialités peut se rapporter à aucun des commerces de la présente compagnie;

7. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

8. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

9. Faire affaires, en son propre nom, en association avec toute compagnie, corporation, société ou personne ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie;

10. Distribuer en espèces ou autrement par voie de dividendes légalement déclarés à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre les actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de cette compagnie;

11. Vendre, transférer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre corporation, société ou personne;

12. Emettre, vendre, répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autrement, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie;

13. Acheter, vendre, échanger et faire le commerce de comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de location, billets privilégiés et autres valeurs se rapportant à ceux ou à aucun d'eux; et accepter aucune des dites valeurs ou autre effet commercial en paiement de la vente de tous biens personnels; et vendre aucune des dites valeurs sur des biens personnels reçus au cours de ses opérations;

14. Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues relativement à la formation et à l'incorporation de la compagnie;

15. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

to issue paid-up shares or bonds, or both for the payment of the payment of the purchase price thereof;

5. To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the company, or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

6. To take agencies for any company, corporation, partnership, or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

7. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

8. To invest and deal with the monies of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

9. To carry on business, under its own name, in association with any company, corporation, partnership or person having objects altogether or in part similar to those of the present company;

10. To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

11. To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration, shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation, partnership or person;

12. To issue, sell, allot with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the company;

13. To buy, sell, exchange, and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, lien notes, and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of any personal property and to sell any of the said securities on personal property received in the course of its business;

14. To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company;

15. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

16. Hypothéquer, grever, céder, transférer ou engager toute propriété, mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

17. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

18. Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, exploiter, introduire et vendre, céder, ou autrement aliéner chacune et toutes marques de commerce, et toutes inventions, améliorations et procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement du Canada ou de tout autre pays; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir chacune et toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions, procédés et choses de même nature, ou tous tels biens, droits ou renseignements acquis de cette manière, et en vue de leur exploitation ou de leur développement, exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira directement ou indirectement de nature à effectuer ces objets;

19. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, soit seule, soit conjointement avec d'autres;

20. Sans limiter la généralité des pouvoirs susdits, faire telles choses ou telles affaires qui sembleront nécessaires et utiles en rapport avec les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation; et les pouvoirs dans chacun des paragraphes susdits des présentes ne sont en aucune manière restreints par induction ou par déduction des termes de tout autre paragraphe;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ces directeurs, sont membres ou employés, et avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction.

Nul directeur ou directeurs ayant déclaré tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers, ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions, sous le nom

16. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immovable, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other security which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

17. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

18. To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, own, use, operate, introduce and sell, assign or otherwise dispose of any and all trade marks and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent or otherwise, in Canada or of any other country; and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, licenses, concessions, processes, and the like, or any such property, rights and information so acquired, and, with a view to the working and development of the same, to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which the company may think calculated directly or indirectly to effectuate these objects;

19. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

20. Without limiting the generality of the foregoing powers to do such things and matters as may be deemed necessary and useful in connection with the purposes for which the company is incorporated; and the powers in each of the foregoing paragraphs hereof are not in any restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, and with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors has or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

No director or directors having disclosed such adverse interest shall be liable to the company or any shareholder or creditor thereof or to any other person for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, or shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereof, under the name of "Siegmund Werner Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars

de "Siegmond Werner Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4199

Assistant-procureur général.

(\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4200-o

Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Harricana Gold Mine Incorporated 1939" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20, 41a, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinzième jour d'août 1939, à la compagnie "The Harricana Amalgamated Gold Mines Incorporated" (Libre de responsabilité personnelle), dans les buts suivants: changeant le nom de la compagnie, ratifiant un règlement réduisant son capital et confirmant un compromis conclu entre la compagnie et ses actionnaires, comme suit, à savoir:

1^{er}ment. Que la capitalisation de la compagnie soit réduite de \$5,000,000.00 dollars à \$3,500,000.00 dollars divisée en 3,500,000 actions de un dollar chacune.

2ndment. Que le nom de la compagnie soit changé de "Harricana Amalgamated Gold Mines Incorporated (libre de responsabilité personnelle)" en celui de "Harricana Gold Mine Incorporated 1939 (Libre de responsabilité personnelle)" ou en tout autre nom qui pourra être approuvé par le secrétaire de la Province.

3rdment. Que les actionnaires acceptent et recevront au lieu des 3,110,352 actions qu'ils possèdent présentement, 1,436,786 actions de la compagnie "Harricana Gold Mine Incorporated 1939, ou quel qu'autre nom qui lui sera donné.

4thment. Que les dites actions de la compagnie "Harricana Gold Mine Incorporated 1939, qui seront données aux actionnaires au lieu des actions qu'ils possèdent présentement seront déposées (Pooled) entre les mains de la compagnie Sun Trust Limited, pour une période complète de deux années à compter du premier septembre 1939 jusqu'au premier septembre 1941, et pas pour une période moindre à moins que ce soit avec le consentement du ministère du procureur général de la province de Québec.

5thment. Que les actionnaires cèdent gratuitement la propriété de 400,000 actions de la compagnie Harricana Gold Mine Incorporated 1939, entre les mains et pour le bénéfice de ladite Harricana Gold Mine Incorporated 1939, qui aura entière autorité de les distribuer, soit gratuitement ou non, en tout ou en partie, à la personne ou aux personnes qui vendront ou feront vendre les dites actions du trésor de la Harricana Gold Mine Incorporated 1939, dans la proportion de deux actions pour cinq actions du trésor de ladite compagnie, qui seront vendues, payées et livrées, ou dans une proportion moindre ou autrement, ou à toute personne ou personnes pour le bien de la compagnie.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour d'août 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4201

Assistant-procureur général.

"Harricana Gold Mine Incorporated 1939" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20, 41a, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1939, to the company "The Harricana Amalgamated Gold Mines Incorporated" (No Personal Liability), for the following purposes: changing the name of the company, ratifying a by-law reducing its capital and confirming a compromise entered into between the company and its shareholders, as follows, to wit:

1st. That the capitalization of the company shall be reduced from \$5,000,000 dollars to \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of one dollar each.

2nd. That the name of the company shall be changed from Harricana Amalgamated Gold Mines Incorporated (no personal liability) to that of Harricana Gold Mine Incorporated 1939 (no personal liability) or to any other name with the approval of the Secretary of the Province.

3rd. That the shareholders shall accept and receive in place of 3,110,352 shares that they own presently, 1,436,786 shares of the company Harricana Gold Mine Incorporated 1939 or whatever name it may be given.

4th. That the said shares of Harricana Gold Mine Incorporated 1939 which shall be given the shareholders in place of their shares that they own presently shall be pooled into the hands of the Sun Trust Limited for a full period of two years to be computed from the 1st day of September 1939, and until the 1st day of September, 1941, and not for any lesser period unless with the approval of the Department of the Attorney General of the Province of Quebec.

5th. That the shareholders shall gratuitously divest themselves of the ownership of 400,000 shares of the Harricana Gold Mine Incorporated 1939, into the hands and for the benefit of the said Harricana Gold Mine Incorporated 1939, which shall have full authority to distribute them gratuitously or not, in whole or in part, to person or persons who shall sell or cause to be sold the treasury stock of the Harricana Gold Mine Incorporated 1939, at the ratio of two shares for five shares of the treasury stock of the said company, that shall be sold, paid for and delivered, or at a lower ratio or otherwise, or to any person or persons for the benefit of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4202-o

Deputy Attorney General.

"Service-Protection (Incorporée)"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du sixième jour de septembre 1939, changeant le nom de la compagnie "Service-Finance (Incorporée)", en celui de "Service-Protection (Incorporée)".

Daté du bureau du procureur général, ce sixième jour de septembre 1939.

EDOUARD ASSELIN,
4231-o Assistant-procureur général.

"Service-Protection (Incorporée)"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1939, changing the name of the company "Service-Finance (Incorporée)", to that of "Service-Protection (Incorporée)".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1939.

EDOUARD ASSELIN,
4232 Deputy Attorney General.

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 12 septembre 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 septembre 1939.

Concernant la révocation de l'arrêté ministériel relatif à la soustraction au piquetage et à la prospection en claims miniers de certains lots.

2034

L'honorable Ministre des mines et des pêcheries, dans un mémoire en date du 12 septembre (1939), expose :

Que, par un arrêté-en-conseil en date du 7 février 1928, les lots ci-après mentionnés furent soustraits à la prospection et au piquetage en claims miniers :

Canton Montbeillard: Rang IX, lots 6 à 10 inclusivement; Rang VIII, ptie ouest, lots 10 et 11;

Canton Desandrouins: Rang VI, lots 10 et 11; Rang VII, lots 10 et 11;

Canton Guérin: Rang VI, lots 5 et 6;

Canton Remigny: Rang IX la demie sud lots 10, 11 et 12; Rang X, la demie nord lots 8 à 12 et les lots 13 à 17.

Cette mesure avait été prise en vue de réserver à la Couronne les dépôts de sable et gravier nécessaires à la confection et à la réparation de ses chemins.

Vu la loi 22 George V, chapitre 42, section 1, subseqüemment passée, et déclarant non minéraux les sables et graviers utilisés pour mortier et béton, confection ou réparation de chemins, etc., il n'y a plus lieu de maintenir la prohibition établie par l'arrêté-en-conseil ci-haut mentionné.

En conséquence, l'honorable ministre des mines et des pêcheries recommande :

Que l'arrêté-en-conseil passé le 7 février 1928 soustrayant au piquetage les lots et parties de lots ci-haut décrits, dans les cantons de Montbeillard, Desandrouins, Guérin et Remigny, comté de Témiscamingue, soit révoqué.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4221-o

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated September 12th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on September 13th, 1939.

Respecting the repealing of the Order in Council concerning the staking and prospecting into mining claims of certain lots.

2034

The Honourable the Minister of Mines and Fisheries, in a memorandum dated the 12th of September, (1939), sets forth:

That, by an Order in Council, dated the 7th of February, 1928, the lots hereinafter mentioned were withdrawn from prospecting and staking into mining claims:

Township Montbeillard: Range IX, lots 6 to 10 inclusively; Range VIII, West Pt. lots 10 and 11;

Township Desandrouins: Range VI, lots 10 and 11; Range VII, lots 10 and 11.

Township Guérin: Range VI, lots 5 and 6;

Township Remigny: Range IX, south half lots 10, 11 and 12; Range X, north half lots 8 to 12 and lots 13 to 17.

Such measure had been taken for the purpose of reserving for the Crown the sand and gravel deposits required for its road making and road repairing.

Seeing the Act 22 George V, Chapter 42, Section 1, subsequently passed, and the declaring non-mineral the sand and gravel used for mortar and concrete, road making or road repairing, etc., it is no longer expedient to maintain the said prohibition established by the Order in Council hereinabove mentioned.

Therefore, the Honourable the Minister of Mines and Fisheries recommends:

That the Order in Council, passed on the 7th of February, 1928, withdrawing from staking the lots and parts of lots hereinabove described, in the Townships of Montbeillard, Desandrouins, Guérin and Remigny, County of Temiscamingue, be repealed.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

4222

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 septembre 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 septembre 1939.

Concernant la Loi des conventions collectives de travail.

No 2040

L'honorable Ministre du Travail de la Province, dans un mémoire en date du 12 septembre (1939), recommande:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49 et amendements), le décret no 692 du 7 mai 1938 et amendements, relatif aux métiers du bâtiment du district des Cantons de l'Est, soit de nouveau modifié de la façon suivante:

1° Le sous-paragraphe "Dans la cité de Drummondville et dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites, le taux de salaire des menuisiers sera de \$0.45", apparaissant au paragraphe "a" de l'article III, est radié.

2° L'alinéa suivant est ajouté à la suite du dernier alinéa du paragraphe "a" de l'article III:

"Nonobstant les dispositions de l'échelle précédente, le salaire des compagnons charpentiers-menuisiers est de \$0.50 l'heure dans la cité de Drummondville."

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4209-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 12th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on September 13th, 1939.

Concerning the Collective Labour Agreements' Act.

No. 2040

The Honourable Minister of Labour of the Province, in a memorandum dated September 12th, (1939), recommends:

That, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49 and amendments), decree No. 692 of May 7th, 1938 and amendments, relating to the building trades of the district of the Eastern Townships, be again modified as follows:

1. The sub-paragraph "In the city of Drummondville and within a radius of five (5) miles from its limits, the rate of wages of carpenters shall be \$0.45" mentioned in paragraph "a" of section III, is struck off.

2. The following paragraph is added to the last sub-paragraph of paragraph "a" of section III:

"Notwithstanding the provisions of the preceding scale, the wages of journeymen carpenter-joiners is \$0.50 per hour in the city of Drummondville."

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4210-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'honorable Conseil Exécutif en date du 12 sept. 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 septembre 1939.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal.

No 2043

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du 12 septembre (1939), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail, (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52 et 3 Geo. VI, chapitre 61),

Que les modifications suivantes soient apportées au décret numéro 219, du 9 février 1938, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal:

1. Le sous-paragraphe "a" du paragraphe 2 de l'article I est remplacé par le suivant:

"a. Les chefs de bureau, les commis, les employés à l'entretien de la bâtisse, les opérateurs d'ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les chauffeurs, les préposés au magasin et autres salariés qui ne sont pas employés à la production de l'imprimerie et de la lithographie, tel que défini par l'article I, paragraphe 1 (a), (b), (c) et (d) de la présente convention."

2. Le paragraphe 1 de l'article III est remplacé par le suivant:

"1. Un "compagnon" est une personne qui a été en apprentissage durant le nombre d'années déterminé par l'article XXI de la présente con-

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 12th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on September 13th, 1939.

Concerning modifications to the decree relating to the printing industry in the district of Montreal.

No. 2043

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 12th, (1939), recommends:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52, and 3 Geo. VI, chapter 61),

That decree No. 219, of February 9th, 1938, relating to the printing industry in the district of Montreal be modified as follows:

1. Sub-paragraph "a" of paragraph 2 of section I is replaced by the following:

"a. Office executives and clerks, building maintenance men, elevator operators, cleaners, shippers, chauffeurs, stock room employees and other employees not actually engaged in the processes of production of printing and lithography as set forth in section I, paragraph 1 (a), (b), (c) and (d) of this agreement."

2. Paragraph 1 of section III is replaced by the following:

"1. A "journeyman" is one who has completed the term of years of apprenticeship as set forth in section XXI of the present agreement, for

vention, pour la branche du métier dans laquelle elle est employée."

3. Le paragraphe 4 de l'article IV est remplacé par le suivant:

"4. Les heures régulières de travail, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, seront affichées, bien en évidence, dans chaque atelier et les employeurs devront avertir le comité paritaire par écrit à cet effet, dans les trente jours qui suivront la publication, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel sanctionnant cette convention."

4. L'article IX est remplacé par le suivant:

"IX. Après avoir terminé sa sixième année d'apprentissage, l'apprenti de quelque département que ce soit, qui n'est pas suffisamment qualifié pour être considéré comme compagnon, sera augmenté de pas moins de 5% à la fin de chaque période de douze mois subséquents jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation de 5% sera ajoutée au salaire de l'année terminée."

5. Le mot "apprentis" apparaissant au paragraphe 7 de l'article X est remplacé par le mot "apprenties".

6. Le paragraphe "c" des zones I, II, et III de l'article XXI, sous le titre "Atelier de reliure" (employées du sexe féminin), est modifié de la façon suivante:

a) La première catégorie d'employées est remplacée par la suivante:

"Filles, femmes ou hommes lorsque ceux-ci remplacent celles-là, dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie; opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin;"

b) Les mots "Machines à poser les feuillets de calendriers" sont insérés immédiatement avant les mots "machines à coller moindre de 24 pouces de largeur" apparaissant à la fin du troisième alinéa dudit paragraphe.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4207-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 septembre 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 septembre 1939.

Concernant la Loi des conventions collectives de Travail.

No. 2041

L'honorable Ministre du Travail de la Province, dans un mémoire en date du 12 septembre (1939), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 George VI, chapitre 49 et amendements), la modification suivante au décret relatif aux métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières, portant le numéro 1115 du 2 juillet 1938, amendé par les arrêtés nos 543, 1048, et 1541 des 29 mars, 2 juin et 28 juillet 1939:

"J.-P. Morin, Trois-Rivières," est accepté comme partie co-contractante et est ajouté à la suite des parties de la seconde part.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4211-o

the branch of the trade in which he or she is engaged."

3. Paragraph 4 of section IV is replaced by the following:

"4. The regular hours of labour of both the day and the night shifts shall be posted in a conspicuous place in every establishment and notification of these regular hours must be given to the Joint Committee by employers in writing within 30 days of the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the approval of this agreement by Order-in-Council."

4. Section IX is replaced by the following:

"IX. If an apprentice after completing six years apprenticeship is not sufficiently qualified to be deemed a journeyman in any department, his rate of wages must be increased by not less than 5% at the end of every twelve months thereafter until he reaches a journeyman's rate of wages. The 5% increase must be computed on the last year's rate of wages."

5. The word "apprentis" mentioned in the French version of paragraph 7 of section X is replaced by the word "apprenties".

6. Paragraph "c" of zones I, II and III of section XXI, entitled "Bindery", is modified as follows:

a) The first category of employees (female) is replaced by the following:

"Female employees and males when replacing females in any class of employment in printing bookbinding and lithographing establishments; hand operations of every description considered as women's work;"

b) The words "Tinning machines" are inserted before the words "pasting machines size smaller than 24 inches in width" appearing at the end of the third sub-paragraph of the said paragraph.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4208-o

COPY of the Report of a Committee of the Executive Council dated September 12th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on September 13th, 1939.

Concerning the Collective Labour Agreements' Act.

No. 2041

The Honourable Minister of Labour of the Province, in a memorandum dated September 12th, (1939), recommends:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49 and amendments), the following modification to the decree relating to the building trades of Three Rivers, No. 1115 of July 2nd, 1938, amended by orders Nos. 543, 1048 and 1541 of March 29th, June 2nd and July 28th, 1939:

"J.-P. Morin, Three Rivers," is accepted as co-contracting party and is added to the parties of the second part.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4212-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 septembre 1939, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 septembre 1939.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 12th, 1939, approved by the Lieutenant-Governor on September 13th, 1939.

Concernant la loi des conventions collectives de travail.

Concerning the Collective Labour Agreements' Act.

No. 2042

No. 2042

L'honorable Ministre du Travail de la Province, dans un mémoire en date du 12 septembre (1939), recommande:

The Honourable Minister of Labour of the Province, in a memorandum dated September 12th, (1939), recommends:

Que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), la modification suivante soit apportée au décret relatif aux employés de garage de la région de Montréal portant le numéro 764 du 13 mai 1938 et amendements:

That, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52 and 3 Geo. VI, chapter 61), the decree relating to garage employees of the district of Montreal, No. 764 of May 13th, 1938 and amendments, be modified as follows:

Les mots "1er septembre 1939" apparaissant à l'article VIII relatif à la durée du décret sont remplacés par les mots "1er octobre 1939".

The words "1st of September, 1939" appearing in section VIII relating to the duration of the decree are replaced by the words "1st of October, 1939".

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

4205-o

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4206-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

LOI DES SEIGNEURIES

L'an mil neuf cent trente-neuf, le deuxième jour du mois de septembre, devant Claude Taschereau, Notaire Public pour la Province de Québec, pratiquant à Québec, ont comparu:

In the year one thousand nine hundred and thirty-nine, the second day of the month of September, before Claude Taschereau, Notary Public, for the Province of Quebec, practising at Quebec, came and appeared:

M. Antoine C. Taschereau, de la cité de Québec, avocat, partie d'une part, ci-après nommé le cédant, et

Mr. Antoine C. Taschereau, of the City of Quebec, advocate, party of the first part, hereinafter called the assignor, and

Les Prévoyants du Canada, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec, ici représentée par l'honorable Lucien Moraud, l'un des directeurs et M. C.-E. D'Auteuil, le vice-président, dûment autorisés à l'effet des présentes en vertu d'une résolution des directeurs de la dite compagnie passée à une assemblée tenue le septième jour du mois d'août mil neuf cent trente-neuf, et dont copie certifiée a été annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le notaire sousigné, pour identification; la dite compagnie agissant en vertu de la loi pour Les Prévoyants du Canada "Fonds de Pension", partie d'autre part, ci-après nommée la cessionnaire.

Les Prévoyants du Canada, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, herein represented by the Honourable Lucien Moraud, one of the directors, and Mr. C. E. D'Auteuil, the vice-President, duly authorized for the purposes hereof under a resolution of the directors of the said company passed at a meeting held the seventh day of the month of August, one thousand nine hundred and thirty-nine, and whereof a certified copy is annexed to the minutes hereof, after having been signed by the parties and the undersigned notary, for identification; the said company acting in virtue of the Act for Les Prévoyants du Canada "Fonds de Pension", party of the second part, hereinafter called the assignee.

Lesquelles parties font entre elles les déclarations et conventions suivantes, savoir:

The said parties making and entering into the following declarations and agreements, namely:

Le cédant a, par les présentes, cédé et transporté à la cessionnaire (Les Prévoyants du Canada), présente et acceptant, et tel que susdit représentée, savoir:

The assignor has, hereby, ceded and transferred to the assignee (les Prévoyants du Canada), present and accepting, and as represented above, namely:

Description

Description

(a) Tous ses droits, titres et intérêts quelconques dans partie de la Seigneurie dite St-Michel Augmentation située dans le comté de Bellechasse, et dans la Seigneurie dite Joliet située dans le comté de Dorchester, avec les rentes constituées, représentant les cens et rentes, tant

(a) All his rights, titles and interests whatever in part of the seigniorie called "St. Michel Augmentation", situate in the county of Bellechasse, and in the seigniorie called Joliet, situate in the county of Dorchester, with the constituted rents, representing the cens et rentes, both in

en capitaux qu'en arrérages, et autres droits seigneuriaux payables par les propriétaires des biens-fonds situés dans les dites seigneuries, avec tous autres droits quelconques y relatifs, sauf et à distraire les capitaux dont la rente a été commuée avant l'exécution des présentes.

Les dites seigneuries peuvent être décrites comme suit, savoir:

1. La Seigneurie désignée sous le nom de St-Michel Augmentation, en le comté de Bellechasse, connue sous le numéro soixante (60) du cadastre abrégé des seigneuries, fait en vertu de l'Acte Seigneurial de 1854 et de ses amendements, contenant deux cent dix arpents de front, sur cent cinquante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et borné vers le nord par la partie de la seigneurie de l'Augmentation de St-Michel appartenant à Thomas Gamelin Launière, ou ses représentants, ou le trait carré qui sépare les terres du cinquième rang d'avec celles du sixième rang des concessions du fief et seigneurie de St-Michel, vers le sud par l'extrémité de la dite seigneurie, ou le township de Buckland, sur toute la largeur d'icelle, au nord-est par la ligne de séparation des seigneuries de St-Valier et de St-Michel et au sud-ouest à la Seigneurie de Livaudière.

2. La Seigneurie désignée sous le nom de Joliet, en le comté de Dorchester, connue sous le numéro quarante-cinq (45) du cadastre abrégé des seigneuries, fait en vertu de l'Acte Seigneurial de 1854 et de ses amendements.

(b) Tous ses droits, titres et intérêts quelconques dans la Seigneurie de la Bouteillerie (La Rivière Ouelle), dans le comté de Kamouraska, avec les rentes constituées représentant les cens et rentes, tant en capitaux qu'en arrérages, et autres droits seigneuriaux payables par les propriétaires des biens-fonds situés dans la dite seigneurie, s'il en existe, avec tous autres droits quelconques y relatifs, sauf et à distraire les capitaux dont la rente a été commuée avant l'exécution des présentes.

La dite seigneurie pouvant être décrite comme suit, savoir:

Par et sous le numéro quatre-vingt-un (81) du cadastre abrégé des seigneuries, fait en vertu de l'Acte seigneurial de mil huit cent cinquante-quatre (1854) et de ses amendements, contenant deux lieues en front par trois lieues et demie en profondeur, le tout plus ou moins et étant connue sous le nom de La Seigneurie de la Bouteillerie (La Rivière Ouelle.)

Titre

Le cédant déclare avoir acquis tous les droits, titres et intérêts présentement cédés dans partie de la seigneurie dite St-Michel Augmentation située dans le comté de Bellechasse, et dans la seigneurie dite Joliet située dans le comté de Dorchester, de l'honorable Louis-Alexandre Taschereau et M. Charles-Edmond Taschereau, aux termes d'un acte de vente et transport exécuté devant Claude Taschereau, notaire, le sept février mil neuf cent vingt-sept, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bellechasse, le seize mai mil neuf cent vingt-huit, sous le no 54,667, et au bureau d'enregistrement du comté de Dorchester, le seize mai mil neuf cent vingt-huit, sous le no 61,463.

Le cédant déclare de plus avoir acquis tous les droits, titres et intérêts également présentement cédés dans la seigneurie de la Bouteillerie (La

capital and in arrears, and other seigniorial dues payable by the owners of the land situate in the said seigniories, with all other dues whatever affecting the same, save and to be deducted the capital whereof the rent has been commuted before the execution of these presents.

The said seigniories may be described as follows, namely:

1. The Seigniorie designated under the name of "St-Michel Augmentation" in the county of Bellechasse, known under number sixty (60) of the abridged cadastre of seigniories, made under the Seigniories' Act of 1854 and its amendments, measuring two hundred and ten arpents in front, by one hundred and fifty arpents in depth, the whole more or less, and bounded towards the north by the part of the seigniorie of the Augmentation de St-Michel belonging to Thomas Gamelin Launière or his representatives, or the "trait carré" which separates the lands of the fifth range from those of the sixth range of the concessions of the Fief and Seigniorie of St-Michel, towards the south by the extremity of the said seigniorie, or the township of Buckland, for the whole width thereof, on the northeast by the divisional line of the Seigniories of St-Valier and of St-Michel and on the southwest by the Seigniorie of Livaudière.

2. The Seigniorie designated under the name of "Joliet", in the county of Dorchester, known under number forty-five (45) of the abridged cadastre of Seigniories, made in virtue of the Seigniories' Act of 1854 and its amendments.

(b) All his rights, titles and interests whatever in the Seigniorie de la Bouteillerie (La Rivière Ouelle), in the county of Kamouraska, with the constituted rents, representing the *cens and rentes*, both in capital as in arrears, and other seigniorial dues payable by the owners of the land situate in the said seigniorie, if any, with all other dues affecting the same, save and to be deducted the capital whereof the rent has been commuted before the execution of these presents.

The said seigniorie may be described as follows, namely:

By and under number eighty-one (81) of the abridged cadastre of seigniories, made under the Seigniories' Act of one thousand eight hundred and fifty four (1854) and its amendments, measuring two leagues in front by three leagues and one half in depth, the whole more or less and being known under the name of "La Seigneurie de la Bouteillerie (La Rivière Ouelle).

Titre

The assignor declares that he acquired all the rights, titles and interests presently ceded in part of the seigniorie called St-Michel Augmentation situate in the county of Bellechasse, and in the seigniorie called Joliet situate in the county of Dorchester, from the Honourable Louis-Alexandre Taschereau and Mr. Charles Edmond Taschereau, under the terms of a deed of sale and transfer executed before Claude Taschereau, Notary, the seventh of February, one thousand nine hundred and twenty-seven, and duly registered at the registry office for the county of Bellechasse, the sixteenth of May, one thousand nine hundred and twenty-eight, under No. 54,667 and at the Registry office for the county of Dorchester, the sixteenth of May, one thousand nine hundred and twenty-eight, under No. 61,463.

The assignor further declares that he acquired all the rights, titles and interest also presently ceded in the Seigniorie of La Bouteillerie (La

Rivière Ouelle), dans le comté de Kamouraska, de M. Jean-Charles Letellier de St-Just, aux termes d'un acte de vente exécuté devant Horace Melançon, notaire, le onze mars mil neuf cent trente-trois, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Kamouraska, le quatorze du même mois, dans le no 50,758, et aux termes d'un acte de correction exécuté entre les mêmes parties, devant Horace Melançon, notaire, le vingt et un mars mil neuf cent trente-trois, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Kamouraska le vingt-quatre du même mois, sous le No 50,784.

Rivière Ouelle), in the county of Kamouraska, from Mr. Jean Charles Letellier de St Just, under the terms of a deed of sale executed before Horace Melançon, Notary, the eleventh of March one thousand nine hundred and thirty-three, and duly registered at the registry office for the county of Kamouraska, the fourteenth of the same month, under No. 50,758, and under the terms of a deed of correction executed between the same parties, before Horace Melançon, Notary, the twenty-first of March, one thousand nine hundred and thirty-three, and duly registered at the Registry office for the county of Kamouraska, the twenty-fourth day of the same month, under No. 50,784.

Possession

Ownership

La cessionnaire (Les Prévoyants du Canada) touchera et recevra pour l'avenir, des débiteurs, les rentes seigneuriales présentement cédées et tous arrérages d'icelles, et Les Prévoyants du Canada disposera du tout comme de chose lui appartenant.

The assignee (Les Prévoyants du Canada) will touch and receive henceforth, from the debtors, the seigniorial rents presently ceded and all arrears thereof, and Les Prévoyants du Canada shall dispose of the whole as their own property.

Subrogation

Subrogation

Le cédant a, par les présentes, subrogé la cessionnaire (Les Prévoyants du Canada) dans tous les avantages, conditions, stipulations, droits, recours, actions, privilèges et hypothèques, personnels ou réels, résultant en son profit relativement aux dites rentes seigneuriales et le capital d'icelles.

The assignor has, hereby, subrogated the assignee (Les Prévoyants du Canada) in all the advantages, conditions, stipulations, rights, recourses, suits, privileges and hypothecs, personal or real, accruing to his profit from the said seigniorial rents and the capital of same.

Conditions

Conditions

1. Le présent transport est fait sujet par le cédant, qui s'oblige envers la cessionnaire (Les Prévoyants du Canada) de payer les honoraires et les déboursés de cet acte et de lui délivrer la copie enregistrée.

1. The present transfer is made subject to obligation on the part of the assignor towards the assignee (Les Prévoyants du Canada) to pay the fees and disbursements of this deed and to deliver a registered copy of same to the said assignee.

2. De délivrer à la cessionnaire (Les Prévoyants du Canada) tous les documents, papiers, titres, relatifs aux dites rentes seigneuriales.

2. To deliver to the assignee (Les Prévoyants du Canada) all the documents, papers, titles respecting the said seigniorial rents.

Considération

Consideration

Ce transport est fait pour la somme de vingt-sept mille cinq cents (\$27,500.00) dollars, que le cédant reconnaît avoir reçue de la cessionnaire, lors de l'exécution des présentes, dont quittance générale et finale.

This transfer is made for the sum of twenty-seven thousand five hundred dollars (\$27,500.00), which the assignor acknowledges having received from the assignee, at the time of the execution of these presents, whereof quit, general and final.

Elat matrimonial

Matrimonial Status

Le cédant déclare qu'il est actuellement marié en premières noces.

The assignor declares that he is actually married in first marriage.

Fait et passé à Québec, les jour et an susdits, sous le numéro cinq mille cent trente-neuf des minutes du notaire soussigné.

Done and passed at Quebec, the day and year aforesaid, under number five thousand five hundred and thirty-nine of the Minutes of the undersigned Notary.

En foi de quoi, les parties ont signé avec le dit notaire, après lecture faite.

In testimony whereof, the parties have signed with the said Notary, these presents being first duly read.

Signé: "ANTOINE-C. TASCHEREAU."

Signed "ANTOINE C. TASCHEREAU."

" "LES PREVOYANTS DU CANADA,"
Par Lucien Moraud,"
Par C.-E. D'Auteuil."

" "LES PREVOYANTS DU CANADA,"
Per Lucien Moraud,"
" C. E. D'Auteuil."

" "CLAUDE TASCHEREAU, N.P."

" "CLAUDE TASCHEREAU, N.P."

Vraie copie de la minute demeurée de record en mon étude.

True copy of the Minutes remaining of record in my office.

Signé: "CLAUDE TASCHEREAU, N.P."
4157-37-2-o

Signé "CLAUDE TASCHEREAU, N.P."
4158-37-2

Canada, Province de Québec, District de Québec

VILLE DE LAUZON

Avis public est par les présentes donné que la ville de Lauzon par résolution du conseil passé le 28 août 1939, priera l'honorable Lieutenant-Gouverneur en conseil par voie de requête, d'amender les lettres-patentes de la dite ville de Lauzon, comme suit, savoir:

1° De porter à 6, de 5 qu'il était primitivement le nombre de ses quartiers connus sous les noms suivants: 1° Bienville, 2° Fafard, 3° Couture, 4° Fréchette, 5° Routier, 6° Guay;

2° Les quartiers Bienville, Fafard, Couture, Fréchette garderont leurs frontières et limites originales et seront décrits comme primitivement;

3° Le quartier Routier seul sera divisé en deux quartiers nouveaux qui seront décrits comme suit:

Quartier Routier: Borné au Nord par le Fleuve St-Laurent à une profondeur de quarante pieds à mer basse, à l'Est par le numéro 19 du cadastre officiel de la partie-Est de Lauzon, par le numéro 86 jusqu'à la rue St-Joseph, de là par les numéros 94, et 93 du cadastre officiel de St-Joseph de Lévis, jusqu'aux limites-Sud de la municipalité; au Sud par la paroisse de St-Joseph de Lévis; à l'Ouest par les limites-Est du quartier Fréchette.

Quartier Guay: Borné au Nord par le fleuve St-Laurent, à une profondeur de quarante pieds à mer basse jusqu'aux limites-Est de la municipalité; à l'Ouest par les limites-Est du quartier Routier; au Sud par la paroisse de St-Joseph de Lévis; à l'Est par la municipalité St-Etienne de Beaumont.

4° De réduire de 6 le nombre des échevins qui primitivement était de 10, en donnant seulement un échevin à chacun des six quartiers délimités plus haut.

Donné en la ville de Lauzon, le 5 septembre 1939.

Le secrétaire-trésorier,

4015-36-4-o

L. BOURASSA.

La formation d'une société sous le nom de "Dominion Blank Book Company Limited Employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du quinze septembre 1939.

Le siège principal de la société est à 230, rue Foch, St-Jean, P.Q.

JEAN BRUCHESI,

4223-o

Sous-secrétaire de la Province.

Chartes—Abandon de

La compagnie "Rouville Knitting Company Limited", incorporée par lettres patentes du Gouvernement Provincial, sous le nom de "Dominion Knitting Company Limited", le 6 mai 1932, et par lettres patentes supplémentaires, sous le nom de "All Stars Knitters Limited", le 19 mai 1932, et enfin, sous le nom de "Rouville Knitting Company Limited", par nouvelles lettres patentes, en date du 9 septembre 1932, donne, par les présentes avis, qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given that the Town of Lauzon, by a resolution of the Council, passed on the 28th of August, 1939, will apply to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by way of a petition to amend the letters patent of the said Town of Lauzon, as follows, to wit:

1. To increase to 6, from 5 which it was originally, the number of its wards, known under the following names: 1. Bienville, 2. Fafard, 3. Couture, 4. Fréchette, 5. Routier, 6. Guay;

2. The Bienville, Fafard, Couture, Fréchette wards will keep their original boundaries and limits and shall be described as originally;

3. The Routier ward only will be divided into two new wards which shall be described as follows:

Routier Ward: Bounded on the north by the River St-Lawrence, on a depth of forty feet at low tide, on the east by number 19 of the official cadastre for the eastern part of Lauzon, by number 86 as far as St-Joseph Street, thence by numbers 94 and 93 of the official cadastre for St-Joseph de Lévis, as far as the southern limits of the municipality; on the south by the Parish of St-Joseph de Lévis; on the west by the eastern limits of the Fréchette ward.

Guay Ward: Bounded on the north by the River St-Lawrence, on a depth of forty feet at low tide as far as the eastern limits of the municipality; on the west by the eastern limits of Routier ward; on the south by the Parish of St-Joseph de Lévis; on the east by the municipality of St-Etienne de Beaumont.

4. To reduce to 6 the number of aldermen which, originally was 10, by allowing one alderman only to each of the six wards hereinabove designated.

Dated in the Town of Lauzon, September 5th, 1939.

L. BOURASSA,

4016-36-4

Secretary Treasurer.

The formation of an association under the name of "Dominion Blank Book Company Limited Employees' Association", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the fifteenth of September, 1939.

The principal place of business of the association is at 230 Foch Street, St-John's, P. Q.

JEAN BRUCHESI,

4224

Under Secretary of the Province.

Charters—Surrender of

The "Rouville Knitting Company Limited", incorporated by letters patent of the Provincial Government, under the name of "Dominion Knitting Company Limited", on the 6th of May, 1932, and by supplementary letters patent, under the name of "All Stars Knitters Limited", on the 19th of May, 1932, and finally under the name of "Rouville Knitting Company Limited", by new letters patent dated the 9th of September, 1932, does hereby give notice that it will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, pur-

Commerce, en vertu des dispositions de la Section 25 de la Loi des compagnies de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, le 11 septembre 1939.

Le secrétaire,

4227-o

J. de G. AUDETTE.

"JOS. LEBEAULT, LTÉE"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Jos. Lebeault, Ltée", corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, district de Montréal, s'adressera au procureur général ou à l'assistant procureur général de la province et au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte et d'en obtenir la dissolution.

Longueuil, le 29 août 1939.

Le secrétaire,

4225-o

LUCIEN LEGAULT.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'Industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Porritts & Spencer (Quebec) Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatrième jour de juillet 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente-et-unième jour d'août 1939, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de septembre 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4233-o

Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Ministre des affaires municipales, de l'Industrie et du commerce et à l'assistant-procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Victoria Masonic Temple (Lachine) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour d'octobre 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente-et-unième jour d'août 1939, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de septembre 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4235-o

Assistant-procureur général.

Compagnie dissoute

"QUEBEC COUNTY RAILWAY COMPANY"

Avis est par le présent donné que la compagnie "Quebec County Railway Company", constituée en corporation par la Loi 4 Edouard VII, statuts de Québec, 1904, chapitre 75, et ayant sa princi-

pal place d'affaires en la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, district de Montréal, s'adressera au procureur général ou à l'assistant procureur général de la province et au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte et d'en obtenir la dissolution.

Montreal, September 11th, 1939.

J. de G. AUDETTE,

4228

Secretary.

"JOS. LEBEAULT, LTÉE"

Notice is hereby given that the company "Jos. Lebeault, Ltd.", corporation legally incorporated having its principal place of business in the city of Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, will apply to the Attorney General or the Deputy Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and obtain its annulment.

Longueuil, August 29, 1939.

LUCIEN LEGAULT,

4226-o

Secretary.

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the same Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General, have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Porritts & Spencer (Quebec) Inc.", incorporated by letters patent dated the fourth day of July, 1934.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1939, the said company will be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4234

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce and the Deputy Attorney General have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Victoria Masonic Temple (Lachine) Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-eighth day of October, 1929.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1939, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1939.

EDOUARD ASSELIN,

4236

Deputy Attorney General.

Company dissolved

"QUEBEC COUNTY RAILWAY COMPANY"

Notice is hereby given that the company "Quebec County Railway Company", incorporated by the Act 4 Edward VII, Statutes of Quebec 1904, chapter 75, and having its principal place

pale place d'affaires, en la cité de Québec, P.Q., est dissoute, conformément à l'article 19 S.R.Q., 1925, chapitre 225.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour de septembre 1939.

JEAN BRUCHESI,

4229-o Sous-secrétaire de la Province.

of business in the city of Quebec, P.Q., is dissolved, in conformity with article 19, R.S.Q., 1925, chapter 225.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of September, 1939.

JEAN BRUCHESI,

4230 Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

No 234-38

Québec, 18 septembre 1939

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 septembre 1939, d'annexer à la municipalité scolaire du canton de Duparquet, les lots Nos 8 à 15 inclusivement des rangs VIII et IX du canton de Duparquet.

4249-o

No 882-39

Québec, 18 septembre, 1939

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 septembre 1939, de changer le nom de la municipalité scolaire de Litchfield Upper en celui de "La municipalité scolaire catholique de Campbell's Bay", dans le comté de Pontiac.

4247-o

No 615-38

Québec, 18 septembre 1939

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre 1939 de détacher de vos municipalités scolaires pour l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Yves-du-Port", dans le comté de Rimouski, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Un territoire situé dans la Seigneurie de Rimouski, dans le comté de Rimouski, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, les lots No 85 au No 195 incl., du 1er rang et les lots No 415, 414, 412, 410, 408, 406, 404, 402, du II^e rang, ainsi qu'une partie des lots 422, 421, 420, 417, 409, et en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Anaclet une partie du lot No 108, du II^e rang de la Seigneurie de Rimouski et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir:

Partant du point "A" situé au point d'intersection de la rive sud du fleuve St-Laurent, avec la ligne latérale nord-est du lot No 84 du 1er rang; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes, le tout tel qu'indiqué par un liseré en rouge sur le plan de l'arpenteur soussigné. Suivant ladite ligne latérale nord-est du lot No 85 du 1er rang jusqu'au fronteau du II^e rang, au point "B".

Du point "B" suivant ledit fronteau jusqu'à la ligne latérale sud-ouest du lot No 86 au point "C".

Du point "C" suivant ladite ligne latérale sud-ouest du lot No 86 jusqu'au fronteau du II^e rang, au point "D".

Du point "D" suivant ledit fronteau jusqu'à la ligne latérale nord-est du lot 95 au point "E".

Department of Public Instruction

No. 234-38

Quebec, September 18th, 1939

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 14th of September, 1939, to annex to the School Municipality of the Township of Duparquet, lots Nos. 8 to 15 inclusively of ranges VIII and IX of the Township of Duparquet.

4250-o

No. 882-39

Quebec, September 18th, 1939

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 14th of September, 1939, to change the name of the School Municipality of Upper Litchfield to that of "The Catholic School Municipality of Campbell's Bay", in the County of Pontiac.

4248-o

No. 615-38

Quebec, September 18th, 1939

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 14th of September, 1939, to detach from your School Municipalities, to erect it into a separate School Municipality, under the name of "The School Municipality of St-Yves-du-Port", in the county of Rimouski, the territory herein below described namely:

"A territory situate in the Seigniorie of Rimouski, in the County of Rimouski, comprising with reference to the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, lots No. 85 to No. 195, inclusively, of the 1st range and lots Nos. 415, 414, 412, 410, 408, 406, 404, 402, of the IInd range, as well as a part of lots 422, 421, 420, 417, 409, and with reference to the official cadastre for the parish of St-Anaclet, a part of lot No. 108, of the IInd range of the Seigniorie of Rimouski and whereof the limits are described as follows, to wit:

Starting from point "A" situate at the point of the intersection of the south shore of the St. Lawrence River with the northeast lateral line of lot No. 85 of the 1st range; thence passing successively by the following lines and limitations, the whole as indicated by a dotted red line on the plan of the undersigned surveyor. Following the said northeast lateral line of lot No. 85 of the 1st range to the "fronteau" of the IInd range, at point "B".

From point "B" following the said "fronteau" to the southwest lateral line of lot No. 86 at point "C".

From point "C" following the said southwest lateral line of lot No. 86 to the "fronteau" of the IInd range, at point "D".

From point "D" following the said "fronteau" to the northeast lateral line of lot 95 at point "E".

Du point "E" suivant la ligne latérale nord-est du lot No 95 et en prolongeant suivant la ligne latérale sud-ouest du lot No 108 jusqu'au pied d'un rocher escarpé au point "F".

Du point "F" suivant la ligne de démarcation des lots 415, 414, 413, 412, 411, et des lots 408, 406, 404, 402, 407, 405, 403, 401, du II^e rang, et pour les lots 108, 422, 421, 420, 417, 409, du II^e rang longeant un rocher escarpé jusqu'à la ligne latérale sud-ouest, du lot No 402 du II^e rang au point "G".

Du point "G" suivant ladite ligne latérale sud-ouest du lot No 402, jusqu'au fronteau du II^e rang au point "H".

Du point "H" suivant ledit fronteau du II^e rang en passant par les points I. J. K., jusqu'à la ligne latérale sud-ouest du lot No 191 du premier rang au point "L".

Du point "L" suivant ladite ligne latérale sud-ouest du lot No 191, du 1^{er} rang jusqu'à son intersection avec la rive sud du fleuve St-Laurent, au point "M".

Du point "M" suivant ladite rive sud du fleuve St-Laurent jusqu'au point de départ "A".

From point "E" following the northeast lateral line of lot No. 95 and extending along the southwest lateral line of lot No. 108 to the foot of a steep rock, at point "F".

From point "F" following the line of limitation of lots 415, 414, 413, 412, 411 and lots 408, 406, 404, 402, 407, 405, 403, 401, of the IInd range, and for lots 108, 422, 421, 420, 417, 409 of the IInd range along a steep rock to the southwest lateral line of lot No. 402 of the II range at point "G".

From point "G" following the southwest lateral line of lot No. 402, to the "fronteau" of the IInd range at point "H".

From point "H" following the said "fronteau" of the IInd range passing by points I. J. K., to the southwest lateral line of lot No. 191 of the first range at point "L".

From point "L" following the southwest lateral line of lot No. 191 of the 1st range to its intersection with the south shore of the St. Lawrence River, at point "M".

From point "M" following the said south shore of the St. Lawrence River to the point of departure "A".

The said territory to be, for its part comprising a part of lot No. 108, of the IInd range, detached from the municipality of the parish of St-Anaclet and for the remainder, detached from the municipality of the parish of St-Germain-de-Rimouski, and to be erected, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, water-courses or parts thereof, comprised within the above described limits, and the islands, islets, benches or parts thereof, situate in the St. Lawrence River in front of the said territory, exception made of the part of the Island of St-Barnabé there situate, into a separate municipality under the name of the "Municipality of the Village of St-Yves-du-Port," in the county of Rimouski." 4252-o

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Témiscamingue, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Nord" et que son principal siège d'affaires est à Notre-Dame du Nord, comté de Témiscamingue.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 12^{ème} jour de septembre 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
4203-o ALBERT RIOUX.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Témiscamingue, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Nord", and that its principal place of business is at Notre-Dame du Nord, county of Témiscamingue.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 12th day of September, 1939.

ALBERT RIOUX,
4204 Deputy Minister of Agriculture.

Ministère du Travail

AVIS

L'honorable William Tremblay, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le comité paritaire de la construction de Hull, autorisé, par

Department of Labour

NOTICE

Honourable William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction of Hull, authorized

L'arrêté ministériel no 862 du 26 mai 1939, à prélever des cotisations des employeurs et des employés assujettis au décret no 968 du 3 juin 1938 et amendements, dans la circonscription électorale provinciale de Hull, a été autorisé par l'arrêté no 2039 du 9 septembre 1939 à prélever telles cotisations dans les comtés de Papineau et de Pontiac et ce, avec rétroactivité au 1er mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, 23 septembre 1939.

4213-o

AVIS

L'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que par l'arrêté ministériel no 1999 du 9 septembre 1939, pris en exécution de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, ch. 49, amendée par 2 Geo. VI, ch. 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), le comité paritaire de l'industrie et du commerce de la région du Lac St-Jean a été autorisé du 1er juillet 1939 au 31 décembre 1939, à prélever des cotisations aux taux de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs, employés et artisans assujettis au décret no 871 du 26 mai 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 23 septembre 1939.

4215-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi des conventions collectives de travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52 et 3 Geo. VI, ch. 61), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie et du commerce de la région du Lac St-Jean, dont le siège social est situé à Jonquière, comté de Chicoutimi, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 2038 du 13 septembre 1939.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 23 septembre 1939.

4217-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec,
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN,
Assistant-procureur
Général.

ATTENDU que l'article 5 de la Loi des palais de justice et de prisons, (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 156), permet au Lieutenant-Gouverneur en

by Order-in-Council No. 862 of the 26th of May, 1939, to levy assessments upon employers and employees governed by Decree No. 968 of June 3rd, 1938 and amendments, in the provincial constituency of Hull, has been authorized by Order No. 2039 of the 9th of September, 1939 to levy such assessments in Papineau and Pontiac counties and this, with a retroactive effect to May 1st, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 23rd, 1939.

4214-o

NOTICE

Honourable William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that by Order-in-Council No. 1999 of September 9th, 1939, ratified in pursuance of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, ch. 49, amended by 2 Geo. VI, ch. 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the Joint Committee of the Industry and Commerce of the Lake St. John District has been authorized from July 1st, 1939 to December 31st, 1939 to levy assessments at the rate of $\frac{1}{2}$ of 1% upon employers, employees and artisans governed by decree No. 871 of the 26th of May, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 23rd, 1939.

4216-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, Chapter 49, amended by 2 Geo. VI, Chapter 52 and 3 Geo. VI, ch. 61), the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Industry and Commerce of the Lake St. John district, whose corporate seat is in Jonquière, county of Chicoutimi, have been approved by Order-in-Council No. 2038 of the 13th of September, 1939.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 23rd, 1939.

4218-o

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS article 5 of the Court House and Gaol Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, Chapter 156), permits the Lieutenant-Governor in Council to order, in

Conseil d'ordonner, dans un district, l'usage d'un ou de plusieurs bâtiments convenables pour servir de prison et de déclarer que telles prisons ou bâtiments sont des prisons communes et des maisons de correction du district;

ATTENDU que des travaux de réparations sont exécutés à la prison de Rimouski et qu'il est devenu nécessaire d'utiliser temporairement un autre local;

ATTENDU que les autorités de la ville de Rimouski consentent à ce qu'une partie du soubassement de l'hôtel de ville soit utilisée comme prison.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif et conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des palais de justice et prisons (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 156), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la partie du soubassement de l'hôtel de ville de Rimouski, mise à la disposition du Gouvernement de Notre Province, soit utilisée pour servir de prison et Nous déclarons que cette prison soit une prison commune et une maison de correction du district de Rimouski.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fidèles sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-neuf, de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

4245-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

a district, the use of one or more buildings suitable to serve as gaols and to declare that such gaols or buildings are common gaols and houses of correction for the district;

WHEREAS repairs are being carried out on the Rimouski Gaol and it has become necessary to use another building temporarily;

WHEREAS the authorities of the Town of Rimouski agree to a part of the basement of the City Hall being used as a gaol.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council and pursuant to the provisions of article 5 of the Court House and Gaol Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 156), We have enacted and ordered and do hereby enact and order that the part of the basement of the City Hall of Rimouski, placed at the disposal of the Government of Our Province, be used as a gaol and We declare that this gaol be a common gaol and a house of correction for the district of Rimouski.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this FIFTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-nine and in the third year of Our Reign.

By command.

4246 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Vente pour taxes municipales

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

Avis public est par les présentes donné par Jos. Duchesne, secrétaire-trésorier de la municipalité du canton Taché, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du sixième jour de septembre, l'an mil neuf cent trente-neuf (1939), a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des taxes générales ou spéciales, municipales, scolaires ou de syndics et qu'en conséquence, les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans la salle publique de la municipalité du canton Taché, salle

Sale for Municipal Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF TACHÉ

Public notice is hereby given by Jos. Duchesne, Secretary-Treasurer of the Municipality of the Township of Taché, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the sixth day of September, in the year one thousand nine hundred and thirty-nine (1939), has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of Article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon are due general or special, municipal school or trustee taxes, and that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, at Saint-Nazaire Council Room, in the public hall of the municipality of the township

du conseil, à Saint-Nazaire, comté de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-neuf, pour taxes générales ou spéciales, scolaires, de fabrique et de syndics dues à la municipalité du canton Taché, à la commission scolaire du canton Taché, aux syndics de Saint-Louis-Nazaire (St-Nazaire, canton Taché) et à la fabrique de Saint-Louis-Nazaire (St-Nazaire, canton Taché), à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais, avant la vente.

of Taché, county of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time), the TWELFTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and thirty-nine, for general or special, municipal or school, fabrique or trustee taxes due to the Municipality of the Township of Taché, to the School Commission of the Township of Taché, to the Trustees of Saint-Louis-Nazaire (St-Nazaire, Township of Taché), and to the Fabrique of Saint-Louis-Nazaire (St-Nazaire, Township of Taché), unless the same be paid with interest and costs before the sale.

Numéro d'ordre Numerical Order	Numéros des lots Number of lots	Rang Range	Canton Township
1.....	27 et-and 28.....	1.....	Taché
Comme appartenant à Joseph Bolduc ou Arthur Bouchard et représentants ou semblant leur appartenir. (a) avec droit de baignage en faveur de Alcoa Power Co. Limited ou représentants.—As belonging to or supposed to belong to Joseph Bolduc or Arthur Bouchard and representatives: (a) With flooding rights in favour of Alcoa Power Co. Limited or representatives.			
2.....	29, 30, 31 et-and 32.....	1.....	Taché
Comme appartenant à la succession Révérend Ovide Larouche ou J.-Almas Larouche ou semblant leur appartenir: (a) avec droit de baignage en faveur de Alcoa Power Co. Limited ou représentants.—As belonging to, or supposed to belong to the Estate of the Reverend Ovide Larouche, or J.-Almas Larouche: (a) With flooding rights in favour of Alcoa Power Co. Limited or representatives.			
3.....	13.....	1.....	Taché
Comme appartenant à Arthur Tremblay "Johnny" ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Arthur Tremblay "Johnny".			
4.....	Ptie-Pt. 41.....	2.....	Taché
Comme appartenant à Alonzo Lavoie ou semblant lui appartenir: Un lopin de terre ou emplacement ayant environ cent (100) pieds par cent (100) pieds et faisant partie du lot connu et désigné, au cadastre officiel du canton Taché, sous le numéro quarante-et-un (41) du deuxième rang borné au nord, au sud et à l'est par le résidu dudit lot quarante-et-un (41) et à l'ouest, par la Grande Décharge, avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, sauf à distraire: (a) un chemin pour se rendre au chemin régional; (b) droit de baignage en faveur de Alcoa Power Co. Limited ou représentants.—As belonging to or supposed to belong to Alonzo Lavoie: A parcel of land or emplacement, measuring about one hundred (100) feet by one hundred (100) feet, and forming part of that lot known and designated on the official cadastre for the Township of Taché, under number forty-one (41) in the second range, bounded on the north, south and east by the residue of said lot forty-one (41) and on the west by "La Grande Décharge"—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted: (a) A road leading to the regional highway; (b) Flooding rights in favour of Alcoa Power Co. Limited or representatives.			
5.....	Ptie-Pt. 46.....	3.....	Taché
Comme appartenant à J.-F. Grenon ou semblant lui appartenir: Un lopin de terre ou emplacement ayant cinq soixante-deuxième d'acre en superficie (5-62 d'acre, faisant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Taché sous le lot numéro quarante-six (46) du troisième rang du canton Taché, avec bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, sauf à distraire: (a) En faveur de Jos. Tremblay le droit d'enlever ses petites bâtisses.—As belonging to, or supposed to belong to J. F. Grenon: A parcel of land or emplacement measuring five sixty-two of an acre in area (5-62 of one acre) forming part of that lot known and designated on the official cadastre for the Township of Taché under number forty-six (46) in the third range of the Township of Taché—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted: (a) In favour of Jos. Tremblay, the right to remove his small buildings.			
6.....	Ptie-Pt. 45.....	3.....	Taché
Comme appartenant à Jos-Louis Gagné ou Oscar Gagné ou semblant leur appartenir: Un lopin de terre ou emplacement mesurant environ cent (100) pieds par cent (100) pieds et faisant partie du lot quarante-cinq (45) du rang trois du cadastre officiel du canton Taché. Ledit lopin de terre est connu et désigné, à l'index des subdivisions dudit cadastre comme étant les lots numéros quarante-cinq—soixante et douze (45-72) et quarante-cinq—soixante et treize (45-73), avec circonstances et dépendances, sauf à distraire: (a) avec droit de baignage en faveur de Alcoa Power Co. Limited ou représentants, s'il y en a.—As belonging to, or supposed to belong to Jos-Louis Gagné or Oscar Gagné: A parcel of land or emplacement measuring about one hundred (100) feet by one hundred (100) feet, and forming part of lot forty-five of range three on the official cadastre for the Township of Taché. Said parcel of land being known and designated in the subdivision index of said cadastre, as being lots numbers forty-five—seventy-two (45-72) and forty-five—seventy-three (45-73)—with circumstances and dependencies, save to be deducted: (a) With flooding rights, if any, in favour of Alcoa Power Co. Limited or representatives.			
7.....	Ptie-Pt. 45.....	3.....	Taché
Comme appartenant à Jos-Louis Gagné ou Oscar Gagné ou semblant leur appartenir: Un lopin de terre ou emplacement mesurant environ cent (100) pieds par cent (100) pieds et faisant partie du lot quarante-cinq (45) du rang trois du cadastre officiel du canton Taché. Ledit lopin de terre est connu et désigné à l'index des subdivisions dudit cadastre comme étant les lots numéros quarante-cinq—trente-neuf (45-39) et quarante-cinq—quarante (45-40), avec circonstances et dépendances, sauf à distraire: (a) avec droit, de baignage, en faveur de Alcoa Power Co. Limited ou représentants, s'il y en a.—As belonging to, or supposed to belong to Jos-Louis Gagné or Oscar Gagné: A parcel of land or emplacement measuring about one hundred (100) feet by one hundred (100) feet and forming part of lot forty-five (45) of range three on the official cadastre for the Township of Taché. Said parcel of land being known and designated in the subdivision index of said cadastre as being lots numbers forty-five—thirty-nine (45-39) and forty-five—forty (45-40), with circumstances and dependencies, save to be deducted: (a) With flooding rights, if any, in favour of Alcoa Power Co. Limited or representatives.			
8.....	29 et-and 30.....	2.....	Taché
Comme appartenant à Arthur Bouchard ou semblant lui appartenir: (a) avec droit, en faveur de Saguenay Transmission Co. Ltd., de poser sur ledit terrain des tours pour y attacher des booms et autres pièces et droit de			

passer et de vaquer sur ledit terrain.—As belonging to, or supposed to belong to Arthur Bouchard; (a) With right, in favour of the Saguenay Transmission Co. Ltd. to place upon the said lot of land, of turret-booms and other pieces and right of way and right to circulate upon the said lot of land.

Numéro d'ordre Numerical Order	Numéros des lots Number of lots	Rang Range	Canton Township
9	36 et-and 37.	4	Taché
Comme appartenant à Alfred Lavoie ou Henri Martel ou semblant leur appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Alfred Lavoie or Henri Martel.			
10	Ptie-Pt. 28.	5	Taché
Comme appartenant à la succession Charles Pelletier ou semblant lui appartenir: Un lopin de terre ou emplacement ayant cent pieds (100) de profondeur par cent (100) pieds de largeur, faisant partie du lot connu et désigné, au cadastre officiel du canton Taché sous le numéro vingt-huit (28) du cinquième rang, borné au nord-est, par Arthur Larouche, au sud-est, par Arthur Larouche, au sud-ouest, par Ludger Fortin, ou par le même lot vingt-huit (28) et au nord-ouest, par le chemin public, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.—As belonging to, or supposed to belong to the Estate of Charles Pelletier: A lot of land or emplacement measuring one hundred feet (100) in depth by one hundred (100) feet in width, forming part of that lot known and designated on the official cadastre for the Township of Taché under number twenty-eight (28) in the fifth range, bounded on the northeast by Arthur Larouche, on the southeast by Arthur Larouche, on the southwest by Ludger Fortin or by said lot twenty-eight (28) and on the northwest by the public road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.			
11	15	5	Taché
Comme appartenant à J.-E. Cloutier ou Hector Thibault ou semblant leur appartenir.—As belonging to or supposed to belong to J. E. Cloutier or Hector Thibault.			
12	31	5	Taché
Comme appartenant à Almas Gagné ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Almas Gagné.			
13	Ptie-Pt. 29.	5	Taché
Comme appartenant à Stanislas Lavoie ou semblant lui appartenir: Un lopin de terre ou emplacement ayant environ cent (100) pieds de largeur par cent cinquante (150) pieds de profondeur, faisant partie du lot connu et désigné, au cadastre officiel du canton Taché, sous le numéro vingt-neuf (29) du cinquième rang, borné au nord-est, par Arthur Larouche, au sud-est, également par Arthur Larouche, au sud-ouest, encore par Arthur Larouche, propriétaire du résidu dudit lot numéro vingt-neuf (29) et au nord-ouest, par le chemin public. As belonging to, or supposed to belong to Stanislas Lavoie: A parcel of land or emplacement measuring about one hundred (100) feet in width by one hundred and fifty (150) feet in depth, forming part of that lot known and designated on the official cadastre for the Township of Taché under number twenty-nine (29) in the fifth range, bounded on the northeast by Arthur Larouche, on the southeast also by Arthur Larouche, on the southwest again by Arthur Larouche, proprietor of the residue of said lot number twenty-nine (29) and on the northwest by the public road.			
14	13	4	Taché
Comme appartenant à Médéric Néron ou Léon Lévy ou semblant leur appartenir.—As belonging to or supposed to belong to Médéric Néron or Léon Lévy.			
15	33	6	Taché
Comme appartenant à Alphonse Renaud ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Alphonse Renaud.			
16	46	8	Taché
Comme appartenant à Attena Bergeron ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Attena Bergeron.			
17	38	8	Taché
Comme appartenant à Léonidas Gagné ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Léonidas Gagné.			
18	14	7	Taché
Comme appartenant à Jos. Turcotte ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Jos. Turcotte.			
19	15	8	Taché.....
Comme appartenant à Olibert Hudon ou semblant lui appartenir.—As belonging to, or supposed to belong to Olibert Hudon.			

Les lots ou parties de lots susmentionnés forment partie du cadastre officiel de la municipalité du canton Taché.

La vente sera faite sujette à tous les droits acquis de la municipalité du canton Taché.

Donné à St-Nazaire, ce deuxième jour de septembre, mil neuf cent trente-neuf.

Le délégué spécial,

4151-37-2-0

JOS. DUCHESNE.

The lots or parts of lots hereinabove mentioned forming part of the official cadastre for the Municipality of the County of Taché.

The sale shall be made subject to all acquired rights of the Municipality of the Township of Taché.

Dated at St-Nazaire, this second day of September, nineteen hundred and thirty-nine.

JOS. DUCHESNE,

4152-37-2

Special Delegate.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure—District d'Abitibi
Canada, } DR. L.-A. BOUR-
Province de Québec, } BEAU, médecin-
No 706 } chirurgien, domicilié à
Rouyn, district de Temiscamingue, autrefois de
Val d'Or, district d'Abitibi, lequel est en règle
avec le Collège des Médecins de la Province de
Québec, (demandeur dans l'instance originaire),
saisissant; vs THOMAS GAUVIN, de Val d'Or,
district d'Abitibi, (Défendeur dans l'instance ori-
ginaire), saisi.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot numéro cent-cinq (105) du bloc numéro
soixante (60) tel que désigné aux plan et livre de
renvoi officielle de la ville de Val d'Or, avec bâ-
tisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-
Sauveur les Mines de Val d'Or, MARDI, le
TROISIEME jour d'OCTOBRE 1939, à ONZE
heures de l'avant-midi (Heure solaire).

Le shérif,

Bureau du Shérif, ANTONIO BOURBEAU,
Amos, 30 août 1939. 3983-35-2-o
[Première publication, le 2 septembre 1939]

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
undermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

Superior Court—District of Abitibi
Canada, } DR. L. A. BOUR-
Province of Quebec, } BEAU, physician,
No. 706 } surgeon, domiciled at
Rouyn, District of Temiscamingue, heretofore of
Val d'Or, District of Abitibi, the same being in
good standing with the College of Physicians of
the Province of Quebec, (plaintiff in original suit)
seizing party; vs. THOMAS GAUVIN, of Val
d'Or, District of Abitibi, (defendant in original
suit), seized party.

As belonging to the defendant:

Lot number one hundred and five (105) of
Block number sixty (60) as designated on the
official plan and book of reference for the Town
of Val d'Or, with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Sauveur
les Mines de Val d'Or, on TUESDAY, the
THIRD day of OCTOBER, 1939, at ELEVEN
o'clock in the forenoon (Standard Time).

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, August 30th, 1939. 3984-35-2
[First publication, September 2nd, 1939]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Bedford
Canada, } DAME LOUISA DU-
Province de Québec, } BOIS, demanderesse,
No 329 } vs ALCIDE LEMIEUX,
défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble connu et désigné comme étant
le lot numéro deux cent trente-cinq (235), des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
St-Valérien, district de Bedford, d'une contenance
totale de quatre-vingt-douze acres, à distraire
dudit lot une partie d'icelui, prise au front dudit
lot et sur le côté ouest d'icelui le long du lot nu-
méro deux cent trente-sept, dont le contour est
déterminé par une ligne suivant la ligne de divi-
sion entre lesdits lots numéros 235 et 237, depuis
le front desdits lots sur une distance de six arpens
et dix perches, de ce point fait un angle légè-
rement ouvert pour se diriger jusqu'à la rivière
parallèlement à la ligne de division entre les lots
Nos 235 et 232 et de là suivant la rivière et en-
suite le cordon dudit lot jusqu'à la ligne du lot
numéro 237, avec les bâties.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de St-Valérien de Milton, à
St-Valérien, dit district, le VINGT-CIN-
QUIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent
trente-neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Que., ce 16 septembre 1939.
4237-38-2-o
[Première publication, le 23 septembre 1939]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Bedford
Canada, } DAME LOUISA DU-
Province of Quebec, } BOIS, plaintiff; vs.
No. 329 } ALCIDE LEMIEUX,
defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable known and designated as
being lot number two hundred and thirty-five
(235) on the official plan and book of reference
for the parish of St-Valérien, district of Bedford,
containing a total area of ninety-two acres, to
be deducted from said lot a part thereof, taken
in front of said lot and on the western side there-
of, along lot number two hundred and thirty-
seven, the contour thereof being determined by a
line following the divisional line between said lots
numbers 235 and 237, from the front of said lots,
for a distance of six arpents and ten perches, from
said point forming a slightly open angle leading
to the river parallelly with the divisional line be-
tween lots Nos. 235 and 232, and thence fol-
lowing the river and thence the cordon of said
lot as far as the line of lot number 237—with the
buildings.

To be sold at the parochial church door of the
parish of St-Valérien de Milton, at St-Valérien,
said district, on the TWENTY-FIFTH day of
OCTOBER, nineteen hundred and thirty-nine,
at TEN o'clock in the forenoon.

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., September 16th, 1939.
4238-38-2
[First publication, September 23rd, 1939]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat—District de Kamouraska

Province de Québec,

Rivière-du-Loup, à savoir: } LEO SOUCY,

No 10035

paroisie de St-Joseph de Kamouraska, demandeur; contre
PIERRE COTE, cultivateur de la paroisse de
St-Antoine, défendeur.

1° Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Antoine, comme suit: partie du numéro 317, contenant environ deux arpents de front sur vingt arpents plus ou moins de profondeur, borné au nord au chemin, au sud au septième rang, au nord-est à Joseph Lagacé et au sud-ouest à Adé-
lard Pinet, avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

2° Une terre connue et désignée audit plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro 320, avec bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Le Procureur du demandeur étant autorisé à exécuter pour les frais au nom du saisissant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de St-Antoine, comté de Rivière-du-Loup,
district de Kamouraska, MERCREDI, le
VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE, à
DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

E. A. DOUCET,

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 19 septembre 1939. 4239-38-20
[Première publication le 23 septembre 1939]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court—District of Kamouraska

Province of Quebec,

Rivière-du-Loup, to wit: } LEO SOUCY,

No. 10035

the parish of St-Joseph, in the county and district of Kamou-
raska, plaintiff; against PIERRE COTE, farmer,
of the parish of St-Antoine, defendant.

1. A farm known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St-Antoine, as follows: part of number 317 measur-
ing about two arpents in front by twenty arpents,
more or less, in depth, bounded on the north by
the road, on the south by the seventh range, on
the northeast by Joseph Lagacé, and, on the
southwest by Adé-
lard Pinet—with buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies.

2. A farm known and designated on said official plan and book of reference for the said parish, under number 320—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The attorney for the plaintiff being authorized to execute for costs in the name of the seizing party.

To be sold at the church door of the parish of St-Antoine, county of Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, on WEDNESDAY, the TWEN-
TY-FIFTH day of OCTOBER, at TEN o'clock
in the forenoon.

E. A. DOUCET,

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, September 19, 1939. 4240-38-2
[First publication, September 23rd, 1939]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Recorder—Cité de Montréal

District de Montréal

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-

136

REAL, demanderesse;
ve RENE C. DeLERY, es-qualité de curateur à
DAME MARION ELIZABETH CUSHING
AYLWIN, défendeur.

"Huit lots connus et désignés comme étant les
lots numéros deux cent trente-six, deux cent
trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent
trente-neuf, deux cent soixante-quatre, deux cent
soixante-cinq, deux cent soixante-six, deux cent
soixante-sept, les dits lots ayant front sur la rue
Préfontaine en la cité de Montréal, quatre lots
ayant front sur la rue Hochelaga, en la cité de
Montréal, connus et désignés comme étant les lots
numéros quatre cent soixante-quatre, quatre cent
soixante-cinq, quatre cent soixante-six, quatre
cent soixante-sept, tous de la subdivision offi-
cielle du lot original numéro soixante-seize aux
plan et livre de renvoi officiel du Village Incor-
poré d'Hochelaga: 76-236, 237, 238, 239, 264,
265, 266, 267, 464, 465, 466, 467."

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de
Montréal, le CINQ OCTOBRE prochain, à
ONZE heures du matin.

Suivant jugement de l'honorable Juge Duran-
leau, daté le 17 août 1939, un dépôt sera exigé de
tout offrande ou enchérisseur, avant de recevoir
son offre ou enchère, comme suit savoir: Un dépôt
de \$40 quant aux lots nos 76-236, 237, 238,

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court—City of Montreal

District of Montreal

Montreal, to wit: } THE CITY OF MONT-

136

REAL, plaintiff; vs.
RENE C. DeLERY, es-qualité of curator to
DAME MARION ELIZABETH CUSHING
AYLWIN, defendant.

Eight lots known and designated as being lots
numbers two hundred and thirty-six, two hun-
dred and thirty-seven, two hundred and thirty-
eight, two hundred and thirty-nine, two hundred
and sixty-four, two hundred and sixty-five, two
hundred and sixty-six, two hundred and sixty-
seven, the said lots fronting on Préfontaine Street
in the City of Montreal; and four lots fronting
on Hochelaga Street, in the City of Montreal,
known and designated as being lots numbers four
hundred and sixty-four, four hundred and sixty-
five, four hundred and sixty-six, four hundred
and sixty-seven; all of the official subdivision of
original lot number seventy-six of the official
plan and book of reference of the Incorporated
Village of Hochelaga: 76-236, 237, 238, 239,
264, 265, 266, 267, 464, 465, 466, 467.

To be sold, at my office, in the City of Montreal,
the FIFTH of OCTOBER next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

Pursuant to a judgment of the Honourable
Justice Duranleau, dated the 17th of August,
1939, a deposit will be exacted from each and
every bidder, before receiving his offer or bid, as
follows, to wit: A deposit of \$40 as to lots Nos.

239, 264, 265, 266 et 267; un dépôt de \$65 quant au lot no 76-464 et un dépôt de \$50 quant à chacun des lots nos 76-465, -466 et -467.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 29 août 1939. 3965-35-2-o
[Première publication, le 2 septembre 1939]

76-236, 237, 238, 239, 264, 265, 266 et 267; a deposit of \$65 as to lot No. 76-464 and a deposit of \$50 as to each of lots Nos. 76-465, 466 and 467.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, August 29, 1939. 3966-35-2
[First publication, September 2nd, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Recorder, Cité de Montréal
District de Montréal

Montréal, à savoir: { LA CITE DE MONT-
134 { REAL, demanderesse;
vs LA COMPAGNIE IMMOBILIERE DE-
SERVY, défenderesse.

1. Vingt-deux lots de terre situés sur la rue Dezery, dans le quartier Préfontaine de la Cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent vingt, deux cent vingt-et-un, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent vingt-neuf, deux cent trente, deux cent trente-et-un, deux cent trente-deux, deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-cinq, deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante, deux cent quarante-et-un de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-trois aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga 53-220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241.

2. Quatre lots de terre situés sur la rue Hochelaga dans le quartier Préfontaine de la Cité de Montréal, connus et désignés comme étant les numéros soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-trois, aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, à distraire cependant de chacun desdits lots la partie frontale expropriée par la Cité de Montréal, pour l'élargissement de ladite rue Hochelaga: 53-P.65, P.66, P.67, P.68.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQ OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Suivant jugement de l'honorable Juge Duranleau, daté le 17 août 1939, un dépôt sera requis de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, comme suit savoir: Un dépôt de \$30 chacun quant aux lots nos 53-220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240 et 241.

Un dépôt de \$40 chacun quant aux lots nos 53-P.65, P.66, et P.67.

Un dépôt de \$50 quant au lot no 53-P.68.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 29 août 1939. 3967-35-2-o
[Première publication, le 2 septembre 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du Recorder—Cité de Montréal
District de Montréal

Montréal, à savoir: { LA CITE DE MONT-
133 { REAL, demanderesse;
vs DAME ISOBEL RUTH AYLWIN, épouse sé-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court—City of Montreal
District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CITY OF MON-
134 { TREAL, plaintiff; vs.
LA COMPAGNIE IMMOBILIERE DESERVY,
defendant.

1. Twenty-two lots of land situate on Dezery Street, in Prefontaine Ward of the City of Montreal, known and designated as being lots numbers two hundred and twenty, two hundred and twenty-one, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven, two hundred and twenty-eight, two hundred and twenty-nine, two hundred and thirty, two hundred and thirty-one, two hundred and thirty-two, two hundred and thirty-three, two hundred and thirty-four, two hundred and thirty-five, two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty, two hundred and forty-one of the official subdivision of lot number fifty-three of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga 53-220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241.

2. Four lots of land situate on Hochelaga Street in Prefontaine Ward of the City of Montreal, known and designated as being numbers sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight of the official subdivision of lot number fifty-three, on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, to be deducted, however, from each of the said lots, the front part expropriated by the City of Montreal for the widening of said Hochelaga Street: 53-Pt. 65, Pt. 66, Pt. 67, Pt. 68.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Pursuant to judgment of the Honourable Justice Duranleau, dated the 17th of August, 1939, a deposit will be required from each and every bidder, before receiving his offer or bid, as follows, to wit: A deposit of \$30 each as to lots Nos. 53-220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240 and 241.

A deposit of \$40 each as to lots Nos. 53-Pt. 65, Pt. 66 and Pt. 67.

A deposit of \$50 as to lot No. 53-Pt. 68.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's office, Sheriff,
Montreal, August 29, 1939. 3968-35-2
[First publication, September 2nd, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court—City of Montreal
District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CITY OF MON-
133 { TREAL, plaintiff; vs.
DAME ISOBEL RUTH AYLWIN, wife se-

parée de biens de Michael Holland L'Abbé et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, défenderesse.

Vingt-deux lots de terre situés dans le quartier Préfontaine de la Cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lot numéro deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept, deux cent vingt-huit, deux cent quarante, deux cent quarante-et-un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent soixante-huit, deux cent soixante-neuf, deux cent soixante-dix, deux cent soixante-et-onze, deux cent soixante-douze, deux cent soixante-treize, deux cent soixante-quatorze, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante, quatre cent soixante-et-un, quatre cent soixante-deux, quatre cent soixante-trois de la subdivision officielle du lot numéro soixante-seize aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga: 76-225, 226, 227, 228, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 459, 460, 461, 462, 463.

Les susdits lots 76-225 à 76-228 sont situés sur le côté ouest de la rue Préfontaine ainsi que les lots 76-240 à 76-245; les lots 76-268 à 76-274 sont situés sur le côté est de ladite rue Préfontaine, tandis que les lots 76-459 à 76-463 ont front sur la rue Hochelaga.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQ OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Suivant jugement de l'honorable Juge Duranleau, daté le 17 août 1939, un dépôt sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, comme suit savoir: Un dépôt de \$40 quant à chacun des lots nos 76-225, -226, -227, -228, -240, -241, -242, -243, -244, -245, -268, -269, -270, -271, -272, -273 et 274; un dépôt de \$50 quant à chacun des lots nos 76-459, -460, -461, -462; un dépôt de \$70 quant au lot no 76-463.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JOS. PAUL LAMARCHE.
Montréal, 30 août 1939. 3985-35-2-o
[Première publication, le 2 septembre 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAVID FINE, demandeur, vs THOMAS STAFFORD, défendeur.

"Un emplacement faisant front sur la rue Hutchison, dans le quartier Laurier de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatorze du lot numéro treize des plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte St-Louis (13-14) contenant vingt-cinq pieds et deux pouces de largeur en front et vingt-quatre pieds de largeur en arrière par quatre-vingts pieds de profondeur, formant une superficie de mille neuf cent soixante-six pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

"Un emplacement faisant front sur la dite rue Hutchison et contigu à l'emplacement ci-dessus décrit, connu et désigné comme étant la subdivision numéro un de la subdivision numéro quinze dudit lot numéro treize (13-15-1) contenant vingt-trois pieds de largeur mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses y érigées et portant le numéro civique 4576 Hutchison."

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

parate as to property of Michael Holland L'Abbé, and the latter to assist and authorize his said wife, defendant.

Twenty-two lots of land situate in Préfontaine Ward of the City of Montreal, known and designated as being lots numbers two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven, two hundred and twenty-eight, two hundred and forty, two hundred and forty-one, two hundred and forty-two, two hundred and forty-three, two hundred and forty-four, two hundred and forty-five, two hundred and sixty-eight, two hundred and sixty-nine, two hundred and seventy, two hundred and seventy-one, two hundred and seventy-two, two hundred and seventy-three, two hundred and seventy-four, four hundred and fifty-nine, four hundred and sixty, four hundred and sixty-one, four hundred and sixty-two, four hundred and sixty-three of the official subdivision of lot number seventy-six of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Hochelaga: 76-225, 226, 227, 228, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 459, 460, 461, 462, 463.

The aforesaid lots 76-225 to 76-228 are situate on the West side of Préfontaine Street as well as lots 76-240 to 76-245; lots 76-268 to 76-274 are situate on the east side of Préfontaine Street, whereas lots 76-459 to 76-463 front on Hochelaga Street.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, the FIFTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

Pursuant to judgment of the Honourable Justice Duranleau, dated the 17th of August, 1939, a deposit will be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, as follows, to wit: A deposit of \$40 as to each of lots Nos. 76-225, 226, 227, 228, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 268, 269, 270, 271, 272, 273 and 274; a deposit of \$50 as to each of lots Nos. 76-459, 460, 461, 462; a deposit of \$70 as to lot 76-463.

JOS. PAUL LAMARCHE.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 30, 1939. 3986-35-2
[First publication, September 2nd, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: { DAVID FINE, plaintiff; No. 183073 { vs. THOMAS STAFFORD, defendant.

"An emplacement fronting on Hutchison street, in Laurier Ward of the city of Montreal, known and designated as being subdivision number fourteen of lot number thirteen on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St-Louis (13-14) measuring twenty-five feet and two inches in width in front and twenty-four feet in width in rear by eighty feet in depth, forming an area of one thousand nine hundred and sixty-six square feet, English measure and more or less.

"An emplacement fronting on said Hutchison street and contiguous to the emplacement above described, known and designated as being subdivision number one of the subdivision number fifteen of said lot number thirteen (13-15-1) measuring twenty-three feet in width English measure and more or less—with the buildings thereon erected and bearing civic number 4576 Hutchison."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$430 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Surveyer, daté le 13 septembre 1939.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 19 septembre 1939. 4241-38-2-o
[Première publication, 23 septembre 1939]

A deposit of \$430 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated the 13th of September, 1939.

JOS.-PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 19, 1939. 4242-38-2
[First publication, September 23rd, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { DIEUDONNÉ LAFO-
No 183103 { REST, demandeur;
vs LES HÉRITIERS DE FEU JOSEPH
EMERY BERTHIAUME, et DAME DELIMA
BEAUDOIN, épouse dudit feu J.-E. Berthiaume,
défendeurs.

"Un emplacement ayant front sur la rue Desery, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros quarante-huit et quarante-neuf de la subdivision du lot numéro cinquante-quatre (54-48 et 49) des plan et livre de renvoi officiels du Village d'Hochelaga, contenant chacun desdits lots, vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, et notamment la maison portant les Nos 1844, 1846 et 1848 de ladite rue Desery."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Decary, daté le 20 septembre 1939.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 19 septembre 1939. 4279-38-2-o
[Première publication, le 23 septembre 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: { DIEUDONNÉ LAFO-
No. 183103 { REST, plaintiff; vs.
THE HEIRS OF THE LATE JOSEPH EMERY
BERTHIAUME, and DAME DELIMA
BEAUDOIN, wife of the said late J. E. Ber-
thiaume, defendants.

An emplacement fronting on Desery Street, in the city of Montreal, known and designated as being lots numbers forty-eight and forty-nine of the subdivision of lot number fifty-four (54-48 and 49) of the official plan and book of reference of the Village of Hochelaga, containing, each of the said lots, twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, and notably the house bearing Nos. 1844, 1846 and 1848 of said Desery Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Decary, dated the 20th September, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 19, 1939. 4280-38-2
[First publication, September 23rd, 1939]

PONTIAC

Cour Supérieure—District de Pontiac

Canada, { WILMER J. LA-
Province de Québec, { FRANCE, journa-
No 4757 { lier, de la cité d'Ottawa,
province d'Ontario, demandeur; vs R. G.
FLETCHER, de Maryland, district de Pontiac,
défendeur.

"Lot douze B (12-B) dans le cinquième (5) rang, du canton de Bristol, district de Pontiac, avec ensemble les édifices et dépendances sus-érigés."

Pour être vendu au Bureau du Régistrare pour le comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, MARDI, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1939, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, le 28 août 1939. 3969-35-2
[Première publication, le 2 septembre 1939]

Superior Court—District of Pontiac

Canada, { WILMER J. LA-
Province of Quebec, { FRANCE, labour-
No. 4757 { er, of the City of Ot-
tawa, in the Province of Ontario, plaintiff; vs.
R. G. FLETCHER, of Maryland, in the district
of Pontiac, defendant.

"Lot twelve B (12-B) in the fifth (5) range of the Township of Bristol, in the district of Pontiac, together with the buildings and improvements thereon."

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER, 1939, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,

Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, August 28th, 1939 3970-35-2-o
[First publication, September 2nd, 1939]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Cour du Recorder

Québec, à savoir: { LA CITE DE QUEBEC,
No 2078-28 { contre DAME EMMA
DEMERS, de notre cité de Québec, dans notre

QUEBEC

FIERI FACIAS

Recorder's Court

Quebec, to wit: { THE CITY OF QUEBEC;
No. 2078-28 { against DAME EMMA
DEMERS, of our city of Quebec, in our district

district de Québec, veuve de Jean-Baptiste Morin, marchande, faisant affaires comme telle, dans notre dite cité de Québec, sous les nom et raison de "J. B. Morin, Enrg." à savoir:

Le lot No 3100-B (trois mille cent B) du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, maintenant quartier St-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue St-Jean, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, 20 septembre 1939. 4243-38-2-o
[Première publication, 23 septembre 1939]
[Deuxième publication, 7 octobre 1939]

of Quebec, widow of Jean Baptiste Morin, merchant, carrying on business as such in our said city of Quebec, under the firm name and style of "J. B. Morin, Enrg." to wit:

Lot No. 3100-B (three thousand one hundred B) of the official cadastre for St. John's Ward, now St. Jean Baptiste Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on St. John Street, circumstances and dependences.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 20, 1939. 4244-38-2
[First Publication, September 23rd, 1939]
[Second Publication, October 7th, 1939]

TERREBONNE

Cour Supérieure—District de Terrebonne

Canada, } J. LEONARD BLAN-
Province of Quebec, } CHARD, notaire, de
No 6643 } la ville de Ste-Thérèse,
district de Terrebonne, demandeur; vs LES INDUSTRIES GÉNÉRALES DE BLAINVILLE LIMITÉE, corporation légale ayant son siège social à Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défenderesse.

"Un morceau de terrain situé dans l'arrondissement du bas de Ste-Thérèse, en la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connu et désigné comme étant la plus grande partie ouest du lot numéro deux cent quatorze (p.o. 214) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, contenant en superficie environ trois arpents et borné comme suit: en front, à l'est, par la route Montréal-Mont-Laurier (no 11); en arrière, à l'ouest et d'un côté au sud, par la rivière aux Chiens; et de l'autre côté, au nord, par les lots nos 212 et 213 des mêmes plan et livre de renvoi officiels avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour d'OCTOBRE 1939, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt d'une somme de \$1,000.00 sera exigé de tout enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Philémon Cousineau, en date du vingtième jour de septembre 1939.

Le shérif,

Bureau du shérif, HORACE LIMOGES.
Saint-Jérôme, ce 20 septembre 1939.
4283-38-2-o
[Première publication, 23 septembre 1939]

Cour Supérieure—District de Terrebonne

Canada, } ARMAND LAVAL-
Province of Quebec, } LÉE, notaire, de
No 182240 } la cité de Joliette, district de Joliette, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de Léon Martial Dagenais, en son vivant bourgeois de la paroisse de St-Roch de l'Achigan, dit district, demandeur es-qual.; vs LOUIS PHILIPPE BOISVERT, courtier en assurances, de la cité de Montréal, district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de l'abbé Joseph Edouard Dagenais, en son vivant prêtre de la cité de Montréal, dit district, défendeur es-qual.

Superior Court—District of Terrebonne

Canada, } J. LEONARD BLAN-
Province of Quebec, } CHARD, notary, of
No. 6643 } the town of Ste-Thérèse,
district of Terrebonne, plaintiff; vs LES INDUSTRIES GÉNÉRALES DE BLAINVILLE LIMITÉE, legal corporation, having its head office at Ste-Thérèse, district of Terrebonne, defendant.

"A piece of land situated in the district of lower Ste-Thérèse, in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, known and designated as being the largest west part of the lot number two hundred and fourteen (w.p. 214) of the official plan and in the book of reference of the Parish of Ste-Thérèse de Blainville, containing approximately three acres in surface and bounded as follows: at the front, to the east by the road Montréal-Mont-Laurier (No. 11) at the rear, to the west, and on one side, to the south, by the Rivière aux Chiens, and on the other side, to the north, by the lots Nos. 212 and 213 of the same official plan and book of reference with the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the Catholic church of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of the sum of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Philémon Cousineau, dated September 20th, 1939.

HORACE LIMOGES,

Sheriff's office, Sheriff.
St-Jérôme, September 20th, 1939.
4284-38-2-o
[First publication, September 23rd, 1939]

Superior Court—District of Terrebonne

Canada, } ARMAND LAVAL-
Province of Quebec, } LÉE, notary, of
No. 182240 } the city of Joliette, district of Joliette, in his quality of testamentary-executor to the estate of Léon Martial Dagenais, in his lifetime citizen of the parish of St-Roch de l'Achigan, said district, plaintiff, es-qual.; vs. LOUIS PHILIPPE BOISVERT, insurance agent, of the city of Montreal, district of Montreal, in his quality of testamentary executor to the estate of Abbott Joseph Edouard Dagenais, in his lifetime priest of the city of Montreal, said district, defendant es-qual.

a) Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, sous le numéro vingt-trois, subdivision officielle numéro vingt-six (No 23-26);

b) Une certain lisière de terrain située au même endroit, et connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme faisant partie du lot numéro vingt-cinq de la subdivision dudit lot originaire numéro vingt-trois (23-ptie 25) mesurant trois pieds de largeur sur toute la profondeur dudit lot de terre et bornée comme suit: au nord-est par le lot de terre numéro originaire vingt-deux des susdits plan et livre de renvoi officiels; d'un côté, au sud-est par la Rivière des Mille Îles; de l'autre côté au nord-ouest par le lot numéro vingt-six ci-dessus désigné et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro vingt-cinq;

c) Un autre lot de terre situé au même endroit et connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Eustache, sous le numéro vingt-trois, subdivision officielle numéro vingt-sept (23-27) ayant front sur l'avenue Chénier et mesurant vingt-cinq pieds de front par cent seize pieds dans la ligne nord-est, cinquante-et-un pieds dans la ligne sud-est, et cent trente-sept pieds dans la ligne sud-ouest;

d) Un autre lot de terre situé au même endroit et connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Eustache, sous le numéro vingt-trois, subdivision officielle numéro vingt-huit (23-28) ayant front sur l'avenue Chénier, et mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent trente pieds de profondeur, avec bâtisses y érigées sur les dits lots de terre, portant le numéro 18 de la rue Labrie, Saint-Eustache-sur-le-Lac."

Pour être vendu à la porte de l'Eglise catholique de la paroisse de Saint-Eustache, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1939; à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, HORACE LIMOGES,
Saint-Jérôme, ce 18 septembre 1939.

4285-38-2-0

[Première publication le 23 septembre 1939]

a) A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of St-Eustache, county of Deux-Montagnes, under number twenty-three, official subdivision number twenty-six (23-26);

b) A certain seivage of land situated at the same place, and known and designated on the official plan and in the book of reference above mentioned, as forming part of the lot number twenty-five of the subdivision of the said originary lot number twenty-three (23 pt. 25) measuring three feet in width by all the depthness of the said lot and bounded as follows: to the north-east by the originary lot of land number twenty-two of the said official plan and book of reference; on one side; to the southeast, by the Rivière des Mille Îles, on the other side, to the north-west by the lot number twenty-six above described, and on the other side, to the south-west, by the residu of the said lot number twenty-five;

c) Another lot of land situated at the same place known and designated at the above said official plan and book of reference of the said township of Saint-Eustache, under number twenty-three, official subdivision number twenty-seven (23-27) having front of Chénier Avenue, and measuring twenty-five feet in front by hundred and sixteen feet in the northeast line, fifty-one feet in the southeast line, and hundred and thirty-seven feet in the southwest line;

d) Another lot of land situate at the same place, and known and designated at the said official plan and book of reference of the township of St-Eustache, under number twenty-three, official subdivision number twenty-eight (23-28) having front on Chénier Avenue, and measuring twenty-five feet in width by hundred and thirty feet in depth, with the buildings erected on the said lots of land, bearing number 18 of Labrie Street, Saint-Eustache-sur-le-Lac."

To be sold at the door of the Catholic parochial church of St-Eustache, WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, 1939; at TWO o'clock in the afternoon.

HORACE LIMOGES,

Sheriff's Office,
St-Jérôme, September 18th, 1939.

4286-38-2-0

[First publication, September 23rd, 1939]

Avis divers

Miscellaneous Notices

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 1-H-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 12 septembre 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H. C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière, et P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Montréal;

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 1-H-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Tuesday, September 12, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Montreal;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Montréal.

2. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-est, la ville de Mont-Royal, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-nord, la ville Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-sud et la ville de Pointe-aux-Trembles.

3. Tout marchand de lait doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15½ F.A.B. Montréal, et à même cette somme, verser, entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque cent livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée à l'Association des Producteurs de Lait de Montréal au *pro rata* des quantités fournies aux marchands de lait par ses membres en règle avec leur association, et l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Montréal. Ce prix de \$2.15½ est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage du gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente sous le gallon.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer, du lait à des prix inférieurs à trois et demi sous le demiard, sept sous la chopine et onze sous la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et neuf sous et trois quart la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Montréal, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

8. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-quatre sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros, soit: six sous la chopine et neuf sous et trois-quarts la pinte.

9. Le prix du lait en bouteilles d'un demiard pour distribution dans les écoles est de trois sous le demiard.

10. Les usines de pasteurisation sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, 1-4 de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire-général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec.

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Montreal.

2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the city of Saint Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe Claire, the town of Montreal East, the town of Mount Royal, the town of Saint Laurent, the town of Saint Michel, the town of Montreal North, the town of Saint Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town of Montreal South and the town of Pointe aux Trembles.

3. Any milk dealer must pay to his producer-suppliers for each 100 pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.15½ F.O.B. Montreal, and from this sum remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the Milk Producers' Association of Montreal, in proportion of the quantities furnished the milk dealers by the regular members of this association, and the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Montreal. The said price of \$2.15½ is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty cents a gallon.

5. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver, milk at prices inferior to three and a half cents a half-pint, seven cents a pint, and eleven cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Montreal, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty six cents a gallon.

8. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty four cents a gallon. Those institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: six cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

9. The price of milk in half-pint bottles, to be delivered to schools, shall be of three cents a half-pint.

10. Pasteurizing plants must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, 1-4 of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 1-E-39, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 mai 1939, et entre en vigueur le 25 septembre 1939.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo.-J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 13 septembre 1939. 4271-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 2-H-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 12 septembre 1939, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2. La région de Québec comprend la cité de Québec.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matière grasse qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.15½, F.A.B. Québec et à même cette somme verser entre les mains de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera utilisé comme suit: une partie sera donnée au comité exécutif des Syndicats de Producteurs de lait de la région de Québec au *pro rata* des quantités fournies aux usines de pasteurisation par les membres en règles avec leur syndicat; l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Québec.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.30 ou 12 cents le pot net F.A.B., la place d'affaires du marchand.

5. Le producteur-fournisseur aura la préférence de transporter le lait à la place d'affaires du marchand.

Lorsque le marchand de lait effectuera le transport de la ferme du producteur à sa place d'affaires, il ne pourra exiger pour ce transport un prix plus élevé que huit sous le cent livres de lait pour une distance inférieure à trois milles; quinze sous les cent livres de lait pour toute distance de trois à six milles; et pas plus de vingt sous les cent livres de lait pour toute distance

The present order cancels Order No. 1-E-39 published in the *Quebec Official Gazette* dated May 27, 1939, and comes into force on September 25th, 1939.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, September 13, 1939. 4272-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Order No. 2-H-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting on Tuesday, September 12, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec.

3. Any pasteurized-milk dealer, must pay to his producer-supplier, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.15½, F.O.B. Quebec, and from this sum remit into the hands of Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used as follows: part of it will be given to the executive committee of the Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec, in proportion to the quantities furnished the pasteurizing plants by the regular members of the syndicates; the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Quebec.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$2.30 or 12 cents for a half gallon net F.O.B., business place of said dealer.

5. The producer-suppliers shall have the preference of hauling the milk on the business place of said dealer.

When the milk dealer hauls milk from the farm of the producer-suppliers to his business place, he shall not charge for this hauling a price greater than eight cents per hundred pounds of milk for any distance less than three miles; fifteen cents per hundred pounds of milk for any distance from three to six miles; and not more than twenty cents per hundred pounds of milk

de plus de six milles. Toutefois, si le producteur-fournisseur demeure sur la route que doit naturellement suivre le marchand de lait pour aller faire sa distribution, ce dernier ne pourra exiger plus de quatre sous du cent livres.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et onze sous la pinte.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, cinq sous la chopine et neuf sous et trois quarts la pinte.

8. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

9. Nul marchand de lait ne peut vendre offrir, ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-quatre sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce de gros, soit: cinq sous la chopine et neuf sous et trois-quarts la pinte.

10. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente sous le gallon.

11. Les usines de pasteurisation faisant affaires dans la région de Québec sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, $\frac{1}{4}$ de son pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, proportionnellement au montant versé par les membres en règle avec ladite Association.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 2-E-39 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 mai 1939, et entre en vigueur le 25 septembre 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
Théo. J. Lafrenière,
P.-D. McArthur.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 13 septembre 1939. 4273-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 4-H-39

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 12 septembre 1939, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Oscar Boisvert, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

for any distance greater than six miles. However, if the producer-supplier lives along the road followed by the milk dealer for the delivery of his milk, the latter shall not charge more than four cents per hundred pounds.

6. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver, milk, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint, and eleven cents a quart.

7. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishments, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, five cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

8. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

9. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty-four cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: five cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

10. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty cents a gallon.

11. Pasteurizing plants doing business within the region of Quebec must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, $\frac{1}{4}$ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No. 2-E-39 published in the *Quebec Official Gazette* dated May 27, 1939, and comes into force on September 25, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
Théo. J. Lafrenière,
P. D. McArthur.

Certified,

OSCAR BOISVERT,

The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, September 13, 1939. 4274-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 4-H-39

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting on Tuesday, September 12, 1939, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Oscar Boisvert, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sherbrooke;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sherbrooke.

2. La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke et la municipalité de Lennoxville.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant au moins 3.5% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.25 net f.a.b. la place d'affaires dudit marchand. Il est entendu que ce prix de \$2.25 est susceptible d'augmenter ou de diminuer selon les variations du dosage de gras contenu dans le lait, conformément au "Règlement concernant le paiement du lait et de la crème".

4. Nul ne peut dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à cinq sous et demie la chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand, à tout établissement de commerce ou institution de charité, à des prix inférieurs à cinq sous la chopine, dix sous la pinte et quarante sous le gallon.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sherbrooke, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallon.

7. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente-deux sous le gallon.

La présente ordonnance annule l'Ordonnance No 4-E-39 de ladite Commission publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 mai 1939, et entre en vigueur le 25 septembre 1939.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THÉO.-J. LAFRENIÈRE,
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

OSCAR BOISVERT,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 13 septembre 1939. 4275-o

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Sherbrooke;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Sherbrooke.

2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke and the municipality of Lennoxville.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.5% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.25 net f.o.b. business place of said dealer. It is understood that the said price of \$2.25 is subject to increase or decrease according to the butterfat basis of the milk, pursuant to the "Regulation concerning the payment of milk and cream."

4. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk at prices inferior to five and a half cents a pint and eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel or dealer or to any other business establishment or charitable homes and institutions, at a price inferior to five cents a pint, ten cents a quart and forty cents a gallon.

6. No person shall, within the limits of said region of Sherbrooke, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

7. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty-two cents a gallon.

The present order cancels Order No. 4-E-39 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette* dated May 27, 1939, and comes into force on September 25, 1939.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THÉO. J. LAFRENIÈRE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

OSCAR BOISVERT,
The Secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, September 13, 1939. 4276-o

Département de l'Instruction publique

No 234-38

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre courant, d'annexer à la municipalité scolaire du canton de Duparquet, les lots nos 8 à 15 inclusivement des rangs VIII et IX du canton de Duparquet.

4253-o

No 1058-37

Québec, 18 septembre 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Leeds, dans le comté de Mégantic,

Department of Public Instruction

No. 234-38

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September instant, to annex to the School Municipality of the Township of Duparquet, lots Nos. 8 to 15 inclusively of Ranges VIII and IX of the Township of Duparquet.

4254

No. 1058-37

Quebec, September 18th, 1939.

Application is made to detach from the School Municipality of Leeds, in the county of Mégantic,

gantie, les lots 9A, 9B, du 14^{ème} rang, du canton de Leeds, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Pierre de Broughton, dans le comté de Beauce. 4277-38-2-o

lots 9A, 9B, in the 14th Range of the Township of Leeds, and to annex the same to the School Municipality of St-Pierre de Broughton, in the County of Beauce. 4278-38-2

Nominations

No 1918-El.

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 septembre 1939, de nommer commissaires d'écoles MM. Albert Desrapes, Az. Blais, Nath. Boudreau, Hector Gallant et Pierre Cormier, pour la municipalité scolaire d'Aganish, dans le comté de Saguenay. 4255-o

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre courant, de nommer M. Gédéon Bilodeau, pour remplacer M. Achille Turmet, et M. Jos. Breton commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Agnès-de-Ditchfield, paroisse, dans le comté de Frontenac. 4257-o

No 1123-El.

Québec, 23 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 14 septembre courant, de nommer M. Arthur Blackburn commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Etienne-de-la-Malbaie, dans le comté de Charlevoix. 4259-o

No 293-El.

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre courant, de nommer M. Camille Bélanger commissaire d'écoles pour la municipalité de St-Canut, No 1, dans le comté de Deux-Montagnes. 4261-o

No 492-El.

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre 1939, de nommer M. Rosaire Myrand, cultivateur, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Deschambault, comté de Portneuf. 4263-o

No. 1159-El.

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre courant, de nommer M. Edward McColgan, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de Ste-Marie-Quyon, (Pontiac). 4265-o

No 532-El.

Québec, 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du

Appointments

No. 1918-El.

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September, 1939, to appoint Messrs. Albert Desrapes, Az. Blais, Nath. Boudreau, Hector Gallant and Pierre Cormier, School Commissioners for the School Municipality of Aganish, in the County of Saguenay. 4256

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September instant, to appoint Mr. Gédéon Bilodeau to replace Mr. Achille Turmet, and Mr. Jos. Breton, School Commissioners for the School Municipality of Ste-Agnès-de-Ditchfield, Parish, in the County of Frontenac. 4258

No. 1123-El.

Quebec, September 23rd, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September instant, to appoint Mr. Arthur Blackburn, School Commissioner for the School Municipality of St-Etienne-de-la-Malbaie, in the County of Charlevoix. 4260

No. 293-El.

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated the 14th of September instant, to appoint Mr. Camille Bélanger, School Commissioner for the Municipality of St-Canut, No. 1, in the County of Two-Mountains. 4262

No. 492-El.

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September, 1939, to appoint Mr. Rosaire Myrand, farmer, School Commissioner for the School Municipality of Deschambault, County of Portneuf. 4264

No. 1159-El.

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September instant, to appoint Mr. Edward McColgan, School Commissioner for the Catholic School Municipality of Ste-Marie Quyon (Pontiac). 4266

No. 532-El.

Quebec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council

14 septembre courant, de nommer M. Pierre Alain, syndic d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Dunstan, dans le comté de Québec.
4267-o

dated the 14th of September instant, to appoint Mr. Pierre Alain, School Trustee for the School Municipality of St-Dunstan, in the County of Québec.
4268

No. 135-El.

Québec, le 19 septembre 1939.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 septembre 1939, de nommer M. Henry Pariseau, syndic d'écoles pour la municipalité scolaire d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke.
4269-o

No. 135-El.

Québec, September 19th, 1939.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 14th of September, 1939, to appoint Mr. Henry Pariseau, School Trustee for the School Municipality of Ascot, in the County of Sherbrooke.
4270

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commissions, to make the following appointments:

Québec, le 2 septembre 1939.

MM. Téléphore Tardif, chef de district, ministère de la Colonisation, de Ste-Méthode d'Adstock; juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Beauce; Joseph Benoit Chouinard, marchand, Islet Cariboux; Juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Saguenay, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires. (S.R.Q., 1925, chap. 145).

Quebec, September 2, 1939.

Messrs. Téléphore Tardif, District Chief, Department of Colonization, of Ste-Méthode d'Adstock; Justice of the Peace with jurisdiction in the judicial district of Beauce, Joseph Benoit Chouinard, merchant, Islet Cariboux; Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Saguenay, both for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chap. 145).

Québec, le 9 septembre 1939.

M. Charles Descheneaux, reviseur des pensions de vieillesse, de Louiseville; Juge de paix, avec juridiction dans les districts judiciaires de Trois-Rivières et Joliette, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chap. 145).

Quebec, September 9, 1939.

Mr. Charles Descheneaux, Reviser of Old Age Pensions, of Louiseville; Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial districts of Trois-Rivières and Joliette, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chap. 145).

AVIS

L'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 22 juillet 1939, à la page 2475, *Re* : J.-Baptiste Chouinard, marchand, Islet Cariboux; Juge de paix, pour le district judiciaire du Saguenay, est nul.

NOTICE

The notice published in the *Quebec Official Gazette*, of July 22, 1939, on page 2475, *Re* : J. Baptiste Chouinard, merchant, Islet Cariboux; Justice of the Peace for the judicial district of Saguenay, is null.

L'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 août 1939, à la page 2557, *Re* : Téléphore Tardif de St-Méthode; Juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Roberval, est nul.
4281-o

The notice published in the *Quebec Official Gazette* of August, 5, 1939, on page 2557, *Re* : Téléphore Tardif of St-Méthode; Justice of the Peace, with jurisdiction in the judicial district of Roberval, is null.
4282

Index de la Gazette officielle de Québec, No 38

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 3085

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la révocation de l'arrêté ministériel relatif à la soustraction au piquetage et à la prospection en claims miniers de certain lots..... 3090
Employés de garage, district de Montréal (Modification)..... 3093
Métiers de l'imprimerie, district de Montréal (Modifications)..... 3091

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 3085

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the repealing of the Order-in-Council concerning the staking and prospecting into mining claims of certain lots..... 3090
Garage employees, district of Montreal (Modification)..... 3093
Printing trades, district of Montreal (Modifications)..... 3091

Métiers du bâtiment du district des Cantons de l'Est (Modifications).....	3091
Métiers du bâtiment du district des Trois-Rivières (Modification).....	3092

Building trades of the district of the Eastern Townships (Modifications)...	3091
Building trades of the district of Trois-Rivières (Modification).....	3092

AVIS DIVERS:—

Commission de l'Industrie laitière.....	3110
Dominion Blank Book Company Limited Employees' Association.....	3096
Lauzon, ville de.....	3096
Seigneurie de St-Michel Augmentation <i>et al.</i>	3093

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Dairy Industry Commission.....	3110
Dominion Blank Book Company, Limited Employees' Association.....	3096
Lauzon, town of.....	3096
Seigniorie of St-Michel Augmentation, <i>et al.</i>	3093

CHARTES—ABANDON DE:—

Jos. Lebeault, Ltée.....	3097
Porrits vs Spencer (Quebec) Inc.....	3097
Rouville Knitting Company Limited.....	3096
Victoria Masonic Temple (Lachine) Ltd.,.....	3097

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Jos. Lebeault, Ltée.....	3097
Porrits & Spencer (Quebec) Inc.....	3097
Rouville Knitting Company, Limited.....	3096
Victoria Masonic Temple (Lachine) Ltd.,.....	3097

COMPAGNIE DISSOUTE:—

Quebec County Railway Co.....	3097
-------------------------------	------

COMPANY DISSOLVED:—

Quebec County Railway Co.....	3097
-------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Campbell's Bay, munic. scolaire catholique.....	3098
Duparquet, munic. scolaire du canton.....	3098
Duparquet, munic. scolaire du canton.....	3114
St-Pierre de Broughton, munic. scolaire.....	3114
St-Yves-du-Port, munic. scolaire.....	3098

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Campbell's Bay, Catholic School munic..	3098
Duparquet, School munic. of the township.....	3098
Duparquet, School munic. of the township.....	3114
St-Pierre de Broughton, School munic....	3114
St-Yves-du-Port, School munic.	3098

LETTRES PATENTES:—

Siegmund Werner Limited.....	3086
------------------------------	------

LETTERS PATENT:—

Siegmund Werner Limited.....	3086
------------------------------	------

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Harricana Gold Mine Incorporated 1939.....	3089
Service-Protection (Incorporée).....	3090

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Harricana Gold Mine Incorporated 1939.....	3089
Service-Protection (Incorporée).....	3090

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Nord.....	3099
--	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Beurrerie du Nord.....	3099
--	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Construction de Hull.....	3099
Industrie et commerce, district du Lac St-Jean.....	3100
Industrie et commerce, district du Lac St-Jean.....	3100

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Construction of Hull.....	3099
Industry and Commerce, district of Lake St John.....	3100
Industry and Commerce, district of Lake St John.....	3100

NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles.....	3115
Diverses.....	3116
Syndics d'écoles.....	3115

APPOINTMENTS:—

School Commissioners.....	3115
Miscellaneous.....	3116
School Trustees.....	3115

PROCLAMATION:—

Prison de Rimouski.....	3100
-------------------------	------

PROCLAMATION:—

Rimouski Gaol.....	3100
--------------------	------

VENTE POUR TAXES:—

Taché, canton de.....	3101
-----------------------	------

SALE FOR TAXES:—

Taché, township of.....	3101
-------------------------	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Bourbeau vs Gauvin..... 3104

BEDFORD:—

Dubois vs Lemieux..... 3104

KAMOURASKA:—

Soucy vs Côté..... 3105

MONTREAL:—

Cité de Montréal vs Aylwin *et vir*..... 3106

Cité de Montréal vs DeLery..... 3105

Cité de Montréal vs La Cie Immobilière

Déséry..... 3106

Fine vs Stafford..... 3107

Laforest vs Héritiers J.-E. Berthiaume,

et al..... 3108

PONTIAC:—

Lafrance vs Fletcher..... 3108

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Demers..... 3108

TERREBONNE:—

Blanchard vs Les Industries Générales de

Blainville Ltée..... 3109

Lavallée vs Boisvert..... 3109

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Bourbeau vs Gauvin..... 3104

BEDFORD:—

Dubois vs Lemieux..... 3104

* KAMOURASKA:—

Soucy vs Côté..... 3105

MONTREAL:—

City of Montreal vs Aylwin *et vir*..... 3106

City of Montreal vs DeLery..... 3105

City of Montreal vs La Cie Immobilière

Déséry..... 3106

Fine vs Stafford..... 3107

Laforest vs Heirs J. E. Berthiaume

et al..... 3108

PONTIAC:—

Lafrance vs Fletcher..... 3108

QUÉBEC:—

City of Quebec vs Demers..... 3108

TERREBONNE:—

Blanchard vs Les Industries Générales de

Blainville Ltée..... 3109

Lavallée vs Boisvert..... 3109